

solidaire

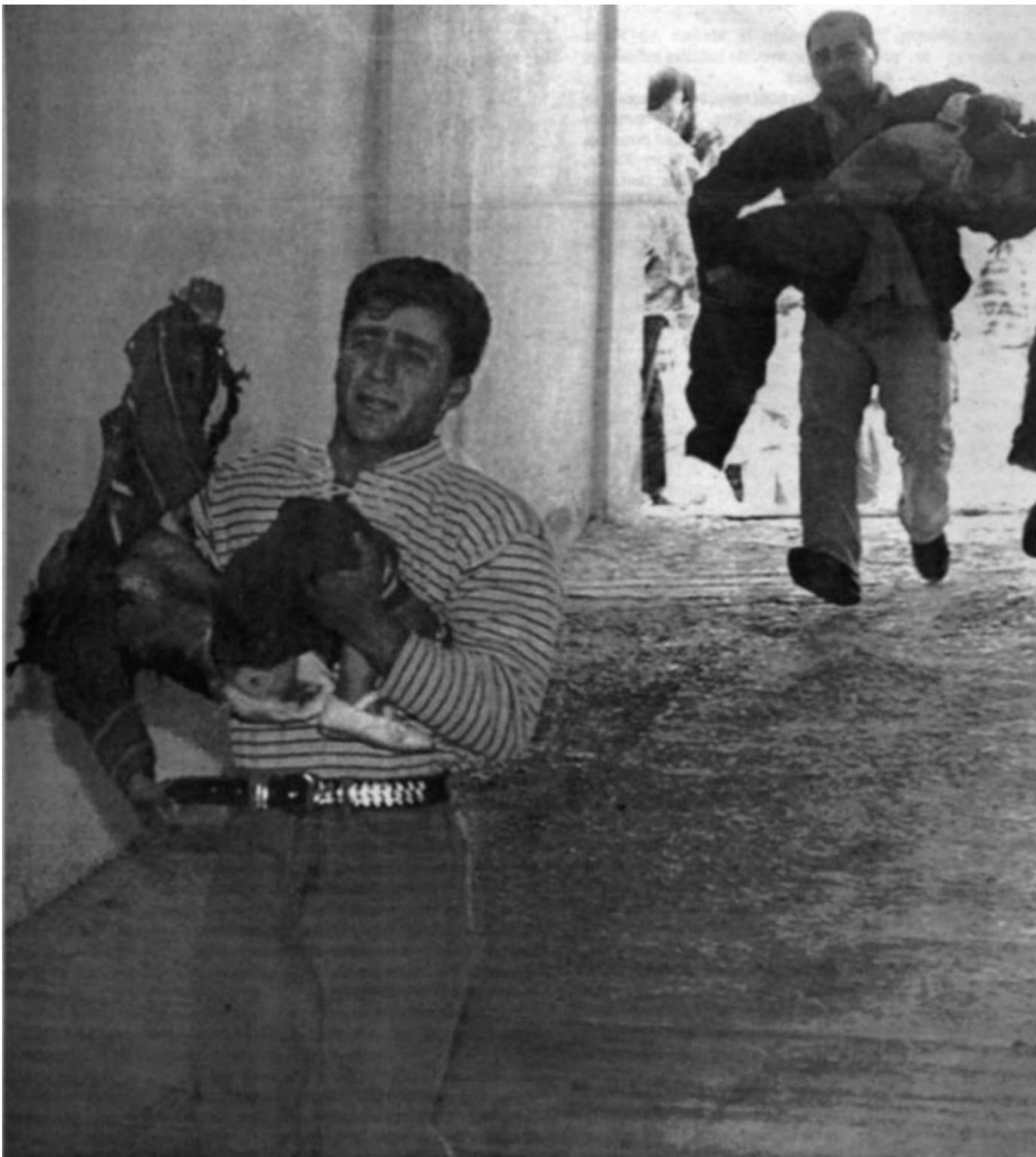
Hebdomadaire du Parti du Travail de Belgique – PTB

Rédaction : Bd. M.Lemonnier 171/10, 1000 Bruxelles · ☎ (02)513 66 26

N° 17 (1131) 17 avril 1996, 26 ème année. 40 fr. · Dépôt Bruxelles X

14

Israël tue, les USA et l'Europe l'aident



Un homme en larmes entre à l'hôpital de Tyr. Il porte un bébé, tué par le bombardement d'un hélicoptère israélien Apache. Derrière, un autre enfant mort. Israël attaque un pays voisin en dépit des résolutions de l'ONU. Israël assassine. Mais les USA et l'Europe lui apportent toute leur aide.

INDEX

A la Fête du 1er Mai du PTB

La voix du peuple
en musique

..... P 2-3

Coème sacrifié pour sauver le système

Vengeance de la droite
et de la Justice ?

..... P 4

"Quelque chose ne va pas dans le syndicat"

Contrat d'avenir : critique
à la FGTB-Bruxelles

..... P 6

Remarquables

invités de 45 pays

Programme complet de
la Fête 1er Mai du PTB

..... P 10-11

"Les assassins courent librement parmi nous"

Reportage du Rwanda

..... P 12-13

Vers un syndicat national des élèves

Importants débats
au camp de Rebelle

..... P 17



Au 1er Mai PTB : la voix du peuple en musique

Riet Dhont

La télé a montré les images d'un camp de réfugiés pour femmes au Liberia. Des femmes victimes de viols y sont accueillies et s'entraident pour surmonter leurs traumatismes. Elles chantent et dansent pour exprimer leur souffrance et leur révolte.

Chants de tristesse et de joie, de résistance et de révolte. Il existe des chansons exprimant le bonheur d'être unis, et des chants de libération. A la fête du 1er Mai, la chanson sera présente, et vous pourrez y participer. Chaque chanson aura son message...

Deux chanteurs africains : Mansour Seck et N'Faly Kouyate

Découvrez le "Kora" et le son étonnant de ses 32 cordes...

Mansour Seck est né dans une famille de griots (chanteurs populaires). Son père et sa mère exerçaient ce métier. Le griot chante pendant les fêtes de mariage, de naissance, il chante pour les notables de la région, mais il est avant tout le chanteur du peuple. Il chante l'histoire de son pays. Il apporte les nouvelles, bonnes ou mauvaises.

La tâche du griot est de communiquer avec le peuple. Mansour pratique la musique Yela et la musique traditionnelle de la région de Fiouta (nord du Sénégal). Ses oeuvres sont pleines de variations : les rythmes et les sentiments changent, parfois en un instant. Mansour improvise souvent et ses musiciens répondent à ses injonctions en jouant sur leur kora (instrument à corde, voir plus loin), leur contrebasse, leur percussion et leur petite guitare africaine.

Mansour Seck chante la femme africaine, la femme du Sénégal qui peine sur l'étendue des champs. Mais le Sénégal n'est plus celui du passé. Le pays s'est appauvri. Il souffre de la sécheresse et s'épuise. La vie des gens est bouleversée.

N'ayant plus aucune sécurité, ils craignent les hausses de prix journalières. Mansour en fait également le sujet de sa chanson. Car il est un chanteur populaire, exprimant les soucis, les peines et la sagesse du peuple. C'est ce qui explique sa popularité au Sénégal, mais aussi ailleurs. En outre, c'est un délice de le rencontrer et d'être son ami. Pouvoir accueillir Mansour Seck à notre fête du 1er Mai : un véritable cadeau.

C'est quoi exactement, le kora ?

N'Faly est un griot lui aussi. Issu d'une des familles de griots les plus respectées, les Kouyate, déjà connus à l'époque de l'empire des Mandingos. Avant la période coloniale, cet empire s'étendait sur les régions du Mali, de la Guinée, une grande partie du Sénégal et même jusqu'au Burkina Faso.

N'Faly joue du kora, instrument à 32 cordes avec un très gros ventre, une calebasse, comme boîte de résonance. Son répertoire comprend de nombreux styles. Dont le blues, comme celui qu'apporte

également le Malien Ali Farka Toure, avec de subtiles influences du jazz.

N'Faly écrit ses propres textes et sa propre musique, mais compose également des musiques pour des grands maîtres tels Mory Kante, dont la musique plaît tant aux danseurs. Il a aussi travaillé pour le théâtre national de Guinée. En 1994, il a été primé au festival de théâtre du Burkina Faso.

Actuellement, N'Faly habite à Bruxelles; il y est passé en introduction lors de la présentation de Baaba Maal. Il chante également à des fêtes de solidarité pour le peuple du Rwanda.

Ce qui le distingue particulièrement c'est son jeu avec le kora. Une musique très joyeuse, créant une atmosphère de bonheur, à l'image de sa personnalité.

La réputation de N'Faly comme joueur de kora s'établit en Europe occidentale. Son nouveau "demo-tape" a été remarqué par Peter Gabriel, le chanteur de "Biko", qui envisagerait une collaboration. Belles perspectives d'avenir donc. Nous l'attendons avec d'autant plus d'intérêt à la fête du 1er mai du PTB, à la Cité Internationale.



Mansour Seck

Sam Touzani : un rap sur le choc de l'Afrique



Sam est bien connu des jeunes : il présente l'émission Luna Park à la RTBF. Il a aussi joué dans plusieurs films, dirige une compagnie de danse, vient de sortir son premier CD et est comédien.

Lors d'une tournée en Afrique, au Burkina, il a écrit un des raps qu'il nous chantera au meeting central. Premier contact avec l'Afrique noire, dans un des pays les plus pauvres de ce continent. Le franc africain (CFA) venait d'être dévalué, aggravant encore la misère et les difficultés de survie du peuple burkinabé. Sam, sur le marché de Ouagadougou, a reçu un choc en voyant le regard d'un enfant mendiant : un regard complètement vide. De cette rencontre, naîtra ce rap sur l'Afrique.

L'Afrique authentique maintenant veut du fric
L'Europe, authentoc, l'a fumée comme une clope
Avant, heureux, ils vivaient tout nus
Maintenant, au petit bonheur la chance, on leur envoie l'ONU
On leur a vendu au prix fort la décolonisation
Sans raison et à tort, c'est la dévaluation
Enfin, plutôt la «dévalisation»

Dans les hôtels cinq étoiles, tu insultes la misère
Tandis que lui et sa famille mangent les miettes du FMI
L'Afrique est une plaie que l'on regarde saigner
On se lève pour la soigner en éteignant la télé
Tu es l'oeil de la raison et la pupille de la nation
Pourtant, ils ont crevé tes yeux et pillé tout ton pognon

Adviene que pourra je ne suis pas de ceux
Adviene que pourra qui lèchent leur crachat
Adviene que pourra je ne suis pas de ceux
Adviene que pourra, viva Che Guevara!

Chanter, c'est manifester

1996 : une année inoubliable pour tant de jeunes. En musique !

Samuel, Julien, Julie, Aslem, et bien d'autres lycéens de Bruxelles, Charleroi, Liège... Ils sont en grève depuis le 8 février contre les projets de réforme de la ministre-présidente socialiste Laurette Onkelinx. Aucun vieux militant n'a autant manifesté dans sa jeunesse que ces jeunes de 14 à 18 ans. Une nouvelle génération.

Et dans leur lutte, ils ont découvert la force des chants, ils sont devenus les griots (voir p. 2) de chez nous. A chaque manif, un nouveau chant voit le jour, des chansons traduisant sur des mélodies connues les revendications pour un enseignement démocratique. Composer et chanter ensemble, voilà qui renforce leur grève. Un groupe de lycéens se rassemble pour composer des textes, rechercher des

mélodies populaires. Voilà qui soude entre eux une unité inconnue jusque là, voilà qui donne de la force à leur mouvement de protestation. Et en plus, quel plaisir d'improviser et de chanter ensemble !

De nouveaux chants de lutte voient ainsi le jour. Ils entreront dans l'histoire. Car 1996 est une année inoubliable dans la vie de milliers de jeunes. Il s'agit d'une culture de lutte, née spontanément, forte, puissante.

Samuel, Julie, Aslem, Julien et bien d'autres encore chanteront leurs chants de lutte, à reprendre avec eux, tous ensemble. Ce sera sur le podium installé sur la place Karl Marx pendant la fête du 1er mai. Un livret de chants sera mis à la disposition de chaque visiteur.



Tambours, percussions, tonneaux...

"The Brotherhood Drumband" : le rythme des Caraïbes, via Amsterdam



Amsterdam, mélange de cultures : Moluques, Surinam, Antilles, Caraïbes, Afrique. De nombreuses familles ouvrières néerlandaises et immigrées vivent entassées dans les hauts buildings du Bijlmermeer, ce fut autrefois un projet renommé de logements sociaux, mais aujourd'hui c'est devenu un vaste ghetto.

Les jeunes du quartier ne restent pas inactifs. Ils ont choisi la musique pour exprimer leur opposition à cette société d'oppression, mais aussi pour revivre leur propre culture. Les garages au bas des blocs d'habitation sont devenus leur terrain d'exercice favori. Comme dans les Caraïbes, ils ont choisi de battre les tambours, les percussions, les tonneaux. Aux Pays-Bas, leur musique rythmée, invitant à danser, est de toutes les manifs antiracistes.

La quinzaine de musiciens du "Brotherhood Drumband" parcourra en musique les allées de la fête du 1er mai, au rythme de leur engagement.

Car il faut le dire : ce groupe a choisi le côté de la lutte contre le racisme, contre l'injustice.



Musique et poésie au 1er Mai PTB

15 heures : N'Faly Koyate. A la cité internationale.

17 heures : Brotherhood Drumband. A la Cité internationale.

17 heures : la musique de grève des étudiants et lycéens. A la place Karl Marx.

19 heures : Meeting central avec notamment Mansour Seck, Sam Touzani, Anne-Marie Loop...

Deux poèmes de Brecht par Anne Marie Loop

Anne Marie est comédienne. Vous l'avez peut-être vue dans son interprétation remarquable de "La Mère", pièce de Bertolt Brecht mise en scène par Jacques Delcuvellerie.

De ce travail de comédienne sur le personnage d'une femme qui petit à petit prend conscience et s'engage pour la révolution, Anne Marie Loop a retenu la nécessité du temps, du travail patient, de taupes, sans gloire que les militants communistes doivent faire jour après jour pour préparer la révolution, convaincre, organiser. Elle est très active dans le Collectif Brecht 96-98 qui organi-

se des ateliers avec des jeunes, des rencontres et événements culturels autour de l'oeuvre et de l'artiste Bertolt Brecht.

Au meeting central du 1er Mai, Anne-Marie Loop nous présentera deux poèmes de Brecht. «Pour moi, Brecht, c'est la nécessité pour l'artiste de s'engager, la difficulté de la lutte, dure, à mener au jour le jour, dans les circonstances les plus difficiles et aussi un message d'espoir aux générations futures : il est nécessaire et nous sommes capables de transformer le monde. Pour moi, toutes ces questions sont toujours d'actualité.» (FT)



Anne-Marie Loop, dans "La Mère" de Brecht.

EDITORIAL

Arrêtez le terrorisme d'Etat d'Israël !

Hilde Meesters

Depuis des jours, Israël bombarde son voisin le Liban. Jusque et y compris la capitale Beyrouth. Ce terrorisme d'Etat a déjà tué quarante personnes et provoqué un véritable exode.

S'agit-il d'une réaction aux attaques des milices Hezbollah ? Non, c'est une véritable guerre d'agression ! Depuis 1978, Israël occupe 11 % du territoire libanais, la prétendue "zone de sécurité". Il a foulé aux pieds la résolution 425 de 1978, qui exigeait son retrait total du Liban. Pire : en 1982, Israël a envahi ce pays. Cela a coûté la vie à trente mille personnes. La résistance de la population libanaise à l'occupation est légitime.

Les roquettes lancées à partir du Sud-Liban ont été pour Pères le prétexte pour étrangler ce qui subsiste de résistance armée au prétendu "procès de paix". Grâce à ces "accords de paix", Israël, le pilier de l'impérialisme, est à présent accepté dans la région. Cet Etat, depuis longtemps le plus fort militairement, peut ainsi jouer un rôle économique dominant. A cause des "accords de paix", l'occupation de territoires palestiniens, libanais et syriens et les actions terroristes d'Israël suscitent encore moins d'opposition internationale que jadis. Les attaques actuelles ont d'ailleurs pour objectif d'élargir encore la zone de sécurité au Liban et de faire pression sur la Syrie pour qu'elle abandonne sa revendication de retrait israélien sur les hauteurs du Golan.

Pour les Palestiniens, le bilan des "accords de paix" est négatif sur toute la ligne. Ils ôtent tout espoir de retour aux réfugiés (350.000 au Liban). La prétendue "autonomie" palestinienne ne vaut que pour... 3 % du territoire de la Cisjordanie et de Gaza. Depuis deux mois déjà, Israël bloque ces territoires hermétiquement, de sorte que les Palestiniens ne peuvent plus aller travailler et sont prisonniers dans leurs petits "bantoustans". Israël est et reste un Etat, raciste, colonialiste et terroriste.

Israël sème la mort et la désolation dans un pays voisin. Et que font les Etats-Unis, ces fameux "défenseurs du droit international" (pensez au Koweït 1990) ? Ils empêchent, par leur veto, qu'Israël soit condamné au Conseil de sécurité de l'ONU ! Et la Belgique ? Après un récent attentat du Hamas, le ministre belge des Affaires étrangères, Eric Derycke, a foncé en Israël pour exprimer son indignation. Aujourd'hui, il ne fait rien. Tous les partis bourgeois de Belgique, socialistes inclus, sont le doigt sur la couture derrière les agressions et les crimes de l'impérialisme.

Vous pouvez faire entendre une sérieuse protestation en Belgique en venant au meeting de protestation, face à l'ambassade d'Israël (avenue de l'observatoire à Uccle) vendredi à 19 heures !

Coëme condamné : "preuve de démocratie" ?

On sacrifie un individu pour sauver un système pourri

A-t-il raison d'être si optimiste, Yves Desmet, éditorialiste du Morgen ? A l'occasion de la condamnation de l'ex-vice-premier ministre Guy Coëme, il salue la «grande force de la démocratie parlementaire, capable de ces rituels auto-nettoyants». (1)

Kris Merckx

Jamais vu en Belgique : un ancien vice-premier ministre condamné à deux ans de prison avec sursis et à la privation de ses droits civils et politiques. Le verdict de la Cour de Cassation, qui juge Guy Coëme (PS) coupable de «faux en écritures, escroquerie et corruption passive» dans l'affaire du bureau d'études INUSOP, suscite de nombreux commentaires. Selon la plupart, ce jugement "sévère" démontre "la vivacité de notre système démocratique". La Libre Belgique : «La sentence est tout à l'honneur de notre Justice; elle nous rassure aussi quant à l'état de santé démocratique de notre pays» (2). Les affaires de corruption, venues s'ajouter au chômage et à la régression sociale, ont gravement écorné la confiance dans le système politique et économique. La Libre déplore que Coëme paie personnellement un prix élevé mais affirme : «C'est à ce prix que sera restaurée la confiance, aujourd'hui largement ébréchée. C'est à ce prix — fort — que vivra notre système» (2). L'individu Coëme est sacrifié pour sauver le système.

Protéger les suspects de l'affaire Agusta

En même temps, Coëme peut maintenant contribuer à ce que les prévenus dans l'affaire Agusta — beaucoup plus grave — s'en tirent sans trop de casse. Coëme doit en effet comparaître, en compagnie du socialiste Guy Mathot et des autres ténors Willy Claes et Frank Vandembroucke (SP), pour son rôle dans cette gigantesque affaire de pots-de-vin : les fabricants d'armes Agusta et Dassault ont versé 110 millions au SP et sans doute aussi des montants comparables au PS. En contestant le verdict de l'affaire INUSOP devant la Cour Européenne des droits de l'homme à Strasbourg, Coëme pourrait bien gâcher le travail des juges de l'affaire Agusta. Celui-ci argumentera sans doute devant cette Cour européenne que les procédures judiciaires belges à l'encontre d'un ministre en fonction ne préservent pas les droits à la défense et conduisent sans cesse à des violations des droits de l'homme. C'est ce que Willy

Claes avait déjà dénoncé à plusieurs reprises lors de l'enquête parlementaire sur l'affaire Agusta. Si la Cour de Strasbourg condamne l'Etat belge dans l'affaire Inusop pour violation des droits de l'homme, l'impact sur le procès Agusta serait très important. Selon le député Renaat Landuyt (SP), «la chance serait réelle que tant le procès Inusop que celui encore à venir de l'affaire Agusta soient déclarés nuls» (1). Dans les milieux PS, les mandarins conseillent à Guy Coëme de se résigner dans son rôle de double victime expiatoire : redorer le blason du système et sauver Claes et Cie.

Le système reste aussi corrompu et criminel

Ainsi Le Soir a posé cette question à un conseiller du PS : «La véritable "exécution" de certains de ceux qui furent des rouages essentiels du PS au temps de l'argent fou va déstabiliser le parti de Philippe Busquin, et par conséquent Dehaene II». L'homme répond : «Je ne le pense pas. Sauf si M. Coëme se laissait aller à d'autres commentaires. Mais à sa place...» (3). En d'autres termes : si Coëme est raisonnable, le parti socialiste et les milieux politiques et économiques s'arrangeront pour qu'il ne meure pas de faim. En effet, dans un système maffieux, celui qui accepte "la loi du silence" est récompensé. Après ce nettoyage juridique,



Le PS va se servir de Coëme et de la Cour Européenne de Strasbourg pour saboter le procès Agusta, encore plus dangereux.

notre système capitaliste "démocratique" restera aussi corrompu et criminel. La politique bourgeoise sera-t-elle plus "propre" parce que l'Etat capitaliste a repris à sa charge la majeure partie du financement des partis ? Nullement, car l'Etat n'accorde cet argent qu'aux partis qui défendent les intérêts de l'économie de marché et les bénéficiaires des entreprises. Il sert donc toujours à tromper le peuple. Il suffit de comparer les promesses faites par ces partis en matière de création d'emploi à la réalité de leur politique actuelle. La réforme du système de financement des partis a-t-elle diminué l'emprise des groupes capitalistes sur les politiciens bourgeois ? Il faut être naïf pour le croire ! Ces mêmes holdings qui dans le passé ont payé le plus au PSC-CVP, PS-SP et PRL VLD (la Générale, la GBL...), sont à présent ceux qui profitent le plus de la politique de privatisa-

tion des entreprises publiques menée actuellement par nos ministres "socialistes". De même, l'emprunt d'Etat "Philippe 17" de l'année dernière, a permis à Philippe Maystadt (PSC) d'offrir un cadeau de 5 milliards aux banques (plus que l'économie qu'on veut imposer à l'enseignement francophone). Les financiers disposent d'autres moyens de pression que les seuls pots-de-vin dans les caisses des partis. Ils décident qui pourra former le gouvernement, qui sera soutenu par les médias qu'ils contrôlent, qui pourra accéder aux postes importants, qui deviendra commissaire européen ou directeur du Fonds Monétaire International. Est-ce un hasard si le nom de Maystadt est cité de plus en plus souvent comme candidat directeur du FMI ?

1. De Morgen, 6 avril 1996. 2. La Libre Belgique, 6 avril 1996. 3. Le Soir, 6 avril 1996.

Vengeance de la droite et de la Justice ?

Devant leur base, le PS et le SP se présentent comme victimes d'un complot des capitalistes et de la droite. Ridicule. Durant ces trois dernières années, André Leyssen, patron d'Agfa, Joris Jacobs, le président de la FEB et le journal boursier L'Echo n'ont cessé de chanter les louanges des socialistes qui réalisent tous leurs souhaits (les privatisations, le Plan global et bientôt le Contrat d'avenir) tout en empêchant les remous sociaux. Par ailleurs, que penser de la thèse de l'ancien ministre PS Philippe Moureaux qui con-

sidère que la condamnation de Coëme est «la revanche des juges contre les politiques» ? (Le Soir, 4.1996) S'il faut parler de revanche, ce n'est que celle de la moitié plus un des juges de la Cour de Cassation, car tel était le résultat du vote. Les autres voulaient un acquittement ou une sanction moins sévère pour Coëme et ses coïnculpés. Pas étonnant : le PS et le SP ont également leurs pions dans cette cour. Aussi, lors d'un prochain procès ce rapport pourrait-il facilement être inversé. Surtout si l'opinion se satisfait du sacrifice de cette première victime expia-

toire.

Il est également possible que certains juges ultra-réactionnaires, sous l'impulsion du procureur général Velu, ont voulu donner un avertissement à l'adresse de certains politiciens pour qu'ils ne remuent pas trop l'affaire de la Bande du Brabant. Le président du PS Busquin semble avoir compris le message, car il n'envisage pas d'engager une grande bataille contre les "forces conservatrices". Jusqu'au 15 avril, il refuse de donner le moindre commentaire sur le verdict de la Cour...

Débat PTB-PS-PSC sur la Sécu

La Sécurité sociale existe depuis cinquante ans. Elle assure une pension à 1,7 million de personnes et une allocation de chômage à un million d'autres. Elle rembourse une grande partie des 26 millions de frais d'hospitalisation et des 70 millions de prescriptions et consultations médicales. La Sécu permet à 30 % des familles de ne pas sombrer dans la pauvreté absolue. La bourgeoisie lance aujourd'hui une de ses pires opérations antisociales : démolir la Sécurité sociale. Aux élections, le PS s'est présenté comme le seul parti qui peut protéger votre Sécurité sociale, votre emploi, votre pension... et votre avenir. Cela mérite bien un débat.

Débat à la FGTB, place St Paul 9, 4000 Liège (1er étage). Lundi 22 avril à 19 h 30. Orateurs : **Michel Dighneef**, député PS, président des Mutualités Socialistes de Liège; **Jean Jacques Viseur**, député PSC; **Johan Vandepaer**, Médecine pour le Peuple, PTB. Modératrice : Jocelyne Leroy, RTBF. Organisé par "Médecine pour le Peuple".

Victoire, grâce au GSM !

Dimanche, course cycliste. Le directeur de la firme italienne Mapei regarde la course Paris-Roubaix depuis son fauteuil, un verre de cognac dans une main, un cigare dans l'autre. Trois coureurs de son équipe roulent ensemble en tête, droit vers la ligne d'arrivée. Que faire ? Qui sera le vainqueur ? Bortolami ? Tafi ? Non, le choix se porte sur Johan Museeuw. Ce n'est pas un Italien, mais pour faire connaître sa marque, on ne doit pas être nationaliste. La pub avant tout, se dit-il. Le directeur prend son GSM et appelle son directeur d'équipe. Celui-ci roule à la hauteur des trois hommes et transmet la consigne. Museeuw franchira donc le premier la ligne d'arrivée. Pas de sprint, rien. Joli sport, n'est-ce pas ?

«Nous étions heureux avant»

A vendre à Anvers : navire russe avec équipage

Frans Vanbelle

Anvers, quai 303. Depuis plus de 10 mois, le "Inzhener Bashkirov" est sous saisie dans le port anversois. Un magnifique navire que l'équipage russe a maintenu en parfait état. Entre-temps, les familles des marins à Saint-Petersbourg tentent de survivre. Lundi 15 avril à 11 heures, la vente du navire sera engagée au Hilton à la place Verte. Les marins espèrent toucher à nouveau un



Albert Frère (à gauche), avec deux de ses collègues à la tête de holdings, Davignon (Générale) et Boël. L'homme aux 15 millions par jour a de nouveau de quoi faire la fête.

Parcours du big boss Albert Frère

Le milliardaire à la conquête des médias

Petit commerçant en scorie et ferraille dans les années soixante, magnat de l'acier dans les années 70 (Frère-Bourgeois), grand financier (Groupe Bruxelles-Lambert et Pargesa) et baron du pétrole (Pétrofina) dans les années 80, Albert Frère entrera dans le 21ème siècle comme figure de proue dans le monde des médias.

Jo Cottenier

Le développement de la technologie digitale ne cesse de rapprocher informatique, télécommunication, groupes de médias et fournisseurs de programmes informatiques. C'est ainsi que se forment des conglomérats qui, tous, visent le même objectif : être le premier et le plus fort et empêcher ainsi les superbénéfices que laisse présager le développement du multimédia. Télévisions, ordinateurs, télécoms, services ban-

caires et commerciaux fusionnent pour former un trafic numérique qui passe par des réseaux en fibre de verre. Dans ce monde en plein développement technologique, les capitalistes les plus puissants mènent un combat impitoyable pour s'assurer une position sur les marchés de la communication, extrêmement prometteurs. Qui dit combat dit alliances. Début mars, Albert Frère s'est laissé surprendre par une alliance entre ses concurrents (Mur-

doch, Havas et Bertelsmann) pour l'octroi d'une série de chaînes numériques en Allemagne. La réponse de Frère est venue aussitôt : il a immédiatement renforcé son alliance avec Havas et Bertelsmann.

Ils étaient deux à contrôler la société luxembourgeoise CLT (entreprise mère de RTL) : le groupe Bruxelles-Lambert d'Albert Frère et le géant français Havas, cinquième groupe au classement mondial dans le domaine de la communication (presse et médias audiovisuels).

Dorénavant, ils seront trois. L'allemand Bertelsmann vient en effet s'ajouter, en jetant 30 milliards de francs dans le pot. Le trio unit ses forces pour dominer les médias audiovisuels numériques dans l'Europe de demain. Cela n'augmentera certainement pas les chances des travailleurs d'y faire entendre leur voix...

EN BREF

Eyskens (CVP) : un poste en plus !

L'ancien premier ministre Eyskens est professeur à l'université de Louvain et député. Il est aussi administrateur aux entreprises UCB, Compagnie Royale Asturienne des Mines, Photo Gevaert, Nationale Omnium et Société d'assurances De Vaderlandsche. Beaucoup pour une seule personne ? Pas quand on s'appelle Eyskens.

Il vient d'être nommé administrateur à la Banque Bruxelles Lambert. Eyskens a entretenu des relations amicales tout au long de la décennie avec cette banque. Au début des années 70, il siégeait comme membre de la filiale de Louvain de la BBL. Eyskens grimpe vers les plus hautes sphères.

On dit qu'il y sera l'homme de confiance de deux importants actionnaires de la BBL, la famille italienne Lefebvre d'Ovidio et le groupe "Nederlandse Internationale Nederlanden". Marc Eyskens est depuis avril 1977 député CVP, le parti des intérêts "supérieurs". Comme il ressort du nombre de mandats qu'Eyskens possède dans les banques, les sociétés d'assurances et les multinationales.

Mangé : un "socialiste" privatise en Malaisie

Etienne Mangé était trésorier du SP avant de sombrer suite à l'affaire Agusta. Durant la période où il était en prison, il était présenté par la direction du SP comme un homme intègre et honnête, un socialiste fidèle. Mangé est maintenant en Malaisie. Il y est conseiller de deux firmes allemandes. En fait, il effectue du travail de lobbying pour briser le monopole de la compagnie aérienne nationale.

Dans une interview accordée au Financieel Economische Tijd (6.4), il explique son travail : «Le travail de lobbying se fait ici ouvertement et au grand jour et est moins combattu qu'en Belgique. La philosophie ici, c'est qu'on doit se débarrasser de ce qui n'est pas rentable. On n'en discute pas. On ne doit pas mettre, contrairement à chez nous, 27 arguments sur la table pour arriver à privatiser ou assainir. Une fois l'étape de la privatisation engagée, le gouvernement n'y oppose aucune difficulté.»

En bref : un peu plus de sens des réalités économiques et financières ne ferait pas de tort. Un langage bien libéral.

CGSP-RTBF : l'administrateur général Stalport doit partir

La CGSP-RTBF juge dans un communiqué le départ de Jean-Louis Stalport, l'administrateur-général, «indispensable à la sauvegarde du service public audiovisuel».

Jean-Louis Stalport vient de subir une condamnation infamante pour avoir, alors qu'il exerçait déjà une haute fonction publique, manipulé frauduleusement les dispositions administratives à la seule fin d'assurer des avantages financiers à certains de ses amis politiques. (...) Une telle condamnation atteint profondément la crédibilité du responsable du service public de la radio-télévision. Parmi les prérogatives de l'administrateur-général au sein de la RTBF figure celle d'instruire, de conduire et d'appliquer les procédures disciplinaires à l'encontre des agents qui manquent aux règles administratives ou qui auraient subi une condamnation pénale.»

ira mieux à l'avenir".

La BSC a même de nouveaux bateaux en chantier ! Ces propriétaires et hommes d'affaires savent bien ce qu'ils font. C'est un autre monde que le nôtre. Nous, les travailleurs, sommes les dindons de la farce.» En effet, deux mondes différents ! Le bateau de Iouri est saisi, mais entre-temps le baron du port, Christian Leysen d'Ahlens, fait de bonnes affaires avec son partenaire commercial privilégié : la société BSC...

salaire d'un éventuel acquéreur. Le premier commandant de bord, Iouri Tyulenev, navigue depuis quarante ans. «J'avais huit ans à la fin de la Deuxième Guerre mondiale. Ma mère et moi vivions dans la pauvreté dans la région de l'Oural. Par la suite, la vie n'a cessé de s'améliorer pour nous. J'étais un homme heureux, comme la plupart des gens chez nous. Nous avions du travail, nous étions logés, nourris et vêtus et nous n'avions pas de soucis.

Notre armateur, la Baltic Shipping Company (BSC), était une entreprise d'État. A présent, les actionnaires privés vendent de nombreux bateaux. Les autorités portuaires d'Anvers ont saisi le bateau suite au non-paiement de dettes. Le navire est mort, rien n'entre ni ne sort. Et nous, l'équipage, sommes les dupes.» La BSC est-elle donc en faillite ? «Nullement, répond Iouri. La direction est optimiste et nous dit de patienter : "Tout

EN BREF

**Pierre Pravata (CNE)
sceptique**

«Contrat d'avenir pour l'emploi... ou machine de guerre contre les salaires ?», se demande le secrétaire générale de la CNE, Pierre Pravata. «Comment concilier les destructions massives d'emplois dans l'enseignement, dans la sidérurgie, la métallurgie, dans la fonction publique, les banques, les assurances... et l'objectif du maintien de l'emploi global ?... Le gouvernement mise sur la compétitivité (celle qui détruit l'emploi), la croissance économique (les prévisions sont des plus pessimistes), la modernisation et l'augmentation de la productivité (qui diminuent l'emploi), la consommation qui peut être difficilement relancé quand on limite ou réduit le pouvoir d'achat des travailleurs... Dans ces conditions, il ne sera pas possible de créer 250.000 à 300.000 emplois nécessaires pour réduire de la moitié le niveau du chômage.» (Le Droit de l'Employé, avril 1996).

**Le piège Verplaetse
(Banque Nationale)**

«Si les syndicats s'engagent pour une modération salariale, le patronat doit s'engager pour la création d'emplois», déclarait mi-février le gouverneur de la Banque Nationale Alphonse Verplaetse. Il y ajoutait : «L'un et l'autre de ces engagements doivent être économiquement réalistes et en économie, on ne peut jamais donner des garanties fermes.» (L'Echo, 16 février 1996) Voilà donc tout syndicaliste averti. Avertissement confirmé quelques semaines plus tard par le journal boursier : «Un seul mot domine aujourd'hui les discours : compétitivité... Deux types de mesures s'imposent : augmenter la productivité, diminuer les coûts du main d'oeuvre... Dès lors, on peut douter des chances de "succès" à moyen terme des divers plans pour l'emploi ou autres pactes anti-chômage... Le risque est grand que la masse gonflante des hommes, des femmes et des jeunes exclus du marché de l'emploi se révolte violemment.» (L'Echo, 3 mars 1996).

**Victoire des tramino-
t marseillais**

Leurs syndicats contestent l'annualisation du temps de travail, qui viserait à augmenter le temps de conduite d'une partie des 1.300 chauffeurs. Ils ont finalement obtenu gain de cause après 17 jours de grève. L'annualisation n'aura pas lieu et leur temps de conduite sera limité à 7 heures par jour. Mais les conducteurs n'ont pu obtenir le paiement des jours de grève. (Le Monde, 6 avril 1996)

Rappelons que le calcul du temps de travail sur base annuelle est un point important du contrat d'avenir, négocié actuellement en Belgique. Les syndicats belges seraient tentés de céder sur la demande patronale en échange de l'octroi d'un "droit" au temps partiel.

**SNCF : la CGT gagne
les élections sociales**

En France, la CGT-cheminots vient de remporter les élections sociales à la SNCF (49 % des voix, progrès de 3 %). La CFDT paie cash son opposition à la grève du mois de décembre. Elle enregistre un recul historique de 7 points. SUD (dissidence de la CFDT et 'pour' la grève) obtient 4 % des voix. (Le Monde, 30 mars 1996)

Les cheminots ont donc récompensé massivement les syndicats, favorables à leur grève et puni les opposants.

«Plan global, contrat d'avenir, c'est pareil !»

FGTB Bruxelles : pas de politique qui culpabilise les travailleurs

«Quel choix de société ? C'est la question fondamentale dans les négociations.» C'est ainsi que Anne-Marie Appelmans, secrétaire de la FGTB-Bruxelles, a ouvert la soirée d'information sur le Contrat d'avenir pour l'emploi du 17 avril. Le ton était donné dans une salle bourrée de 200 militants.

Paul De Mont

Les critiques exprimées sur le podium par les permanents FGTB sont parfois aussi sévères que celles des intervenants dans la salle.

«Le chômage a augmenté de 53 %. Les emplois créés ont coûté terriblement cher à la communauté et à la Sécurité sociale. 48 milliards de plus pour 10.000 emplois. Le produit intérieur brut (PIB) a doublé les dix dernières années. Cela veut dire qu'une minorité s'est enrichie d'une manière scandaleuse, alors que la majorité s'est appauvrie.»

Voilà le bilan que tire Anne-Marie Appelmans du Plan global. Et le contrat d'avenir ? «Le credo du gouvernement c'est la politique des bas salaires et du partage du temps de travail dans le sens d'une plus grande flexibilité. Une politique où on culpabilise ceux qui travaillent. Aujourd'hui la recette, c'est le modèle hollandais. Des mesures énergiques, prises en accord total avec les syndicats hollandais.»

«Je ne veux pas suivre cet exemple !»

Anne-Marie Appelmans continue : «35 % des travailleurs hollandais sont à temps partiel. Ils sont si mal payés, qu'ils doivent cumuler trois temps partiels pour atteindre un revenu décent. En Angleterre, Thatcher a essayé ce système avant les Hollandais. Là, on est champion du monde en fermetures d'entreprises. Un pauvre sur quatre en Europe est anglais ! En Hollande, l'emploi a augmenté de 3 %, mais le chômage également, de 1,4 %. Je ne veux pas suivre cet exemple !»

Un délégué de l'aéroport acquiesce : «Chez nous, il y a 36 horaires différents. La direction prépare un programme informatisé permettant de détermi-



«Quelle société ? C'est la question fondamentale dans les négociations pour le Contrat d'avenir pour l'emploi», déclare Anne-Marie Appelmans, secrétaire de la FGTB-Bruxelles.

ner au jour le jour notre horaire. Si le gouvernement parvient à faire passer le Contrat d'avenir, le travail free lance sera généralisé. Il faudra rester chez soi nuit et jour près du téléphone pour savoir quand on doit partir au travail.

Nombreux supplient déjà de travailler à temps partiel, bien qu'ils parviennent à peine à nouer les bouts, parce qu'ils souffrent de fatigue chronique. Au nom de notre délégation, je dois vous dire : nous ne voulons pas d'une norme salariale, ni maintenant, ni jamais ! Nous demandons l'application des résolutions du congrès, une mobilisation pour la semaine de 32 heures aux frais des patrons.»

«On aurait dû cracher la chique !»

Dans la salle d'autres intervenants mettent le doigt sur la même plaie : pourquoi encore négocier, pourquoi tarder à mobiliser pour les vraies revendications syndicales : la semaine de 32 heures avec maintien du salaire et embauches compensatoires !

«La compétitivité n'a apporté que du chômage, déclare un électricien. Nous devons rejeter ces négociations et les ramener sur notre terrain : les 32 heures sans perte salariale et avec embauche compensatoire.»

Un autre approuve : «On nous tend un piège. Le gouvernement veut éviter des luttes comme en France, il tente de séduire les organisations syndicales. Il faut mobiliser pour les 32 heures !»

Gérard de Séllys, délégué CGSP

et journaliste de la RTBF, s'adresse à Anne-Marie Appelmans : «Tu as rappelé qu'on a arrêté la lutte en 93 parce qu'on n'obtenait rien, en ajoutant : "On a chiqué". On aurait dû cracher la chique ! Est-ce que nous allons refaire comme en 1993, et atterrir en douceur ? Ou est-ce que la FGTB de Bruxelles va conduire le mouvement et poursuivre les luttes ?»

Pour la CGSP Enseignement Bruxelles, la réponse est claire : «Même après le vote du décret, nous sommes prêts, seuls s'il le faut, à continuer le mouvement après Pâques !»

Un collègue invoque l'exemple des enseignants : «En rejetant le chantage de la modération salariale pour créer de l'emploi, nous nous montrons solidaires de l'ensemble des travailleurs. Suivons l'exemple de Cockerill-Sambre qui a refusé le troc de la modération salariale contre l'emploi. C'est la voie à suivre : la solidarité dans la lutte et non dans la pauvreté !»

«Quelque chose ne va pas dans le mouvement syndical»

Albert Faust, président de la FGTB-Bruxelles, dénonce vertement le syndicalisme à la Houthuys : «Quelque chose ne va pas dans le mouvement syndical. A la tête, il y a des syndicalistes et puis des hommes d'Etat, qui s'imaginent devoir assumer des responsabilités historiques.»

Il appelle les militants à insuffler une âme nouvelle dans l'action

interprofessionnelle. «On dit : c'est un problème européen, on ne peut rien faire. Mais qu'est-ce qui empêche de faire une manifestation européenne pour les 36 heures et les 32 heures ? En France, les services publics étaient en grève. En Belgique aussi. Pourquoi ne pas avoir organisé des colonnes d'autocars et des trains pour aller en France avec des milliers de manifestants soutenir les syndicats français ?»

«Qui sape le mouvement syndical, demande un enseignant. Les syndicalistes qui sont membres du parti socialiste !» Tous ces syndicalistes ? Ou seulement les hommes d'Etat dont venait de parler Albert Faust ? C'est sur eux que mise le PS pour soumettre le mouvement syndical au gouvernement et au capitalisme. Et c'est là son rôle spécifique dans le système.

Rompez avec le PS, rejoignez le PTB !

C'est ce que précisait un enseignant : «C'est bien Dehaene, qui disait en 93 qu'un Plan global avec les libéraux ou les socialistes c'était pareil, mais qu'avec les socialistes on avait la paix sociale en plus.» Les syndicalistes combatifs et honnêtes rompront leurs liens avec le parti socialiste.

Pour eux, le seul "relais politique" utile, c'est le PTB. Choisissant sans ambiguïté la société socialiste, le PTB se met à 100 % du côté des travailleurs dans le combat qu'ils mènent contre l'introduction du modèle hollandais ou britannique.

EN BREF

**Pierre Pravata (CNE)
sceptique**

«Contrat d'avenir pour l'emploi... ou machine de guerre contre les salaires ?», se demande le secrétaire générale de la CNE, Pierre Pravata. «Comment concilier les destructions massives d'emplois dans l'enseignement, dans la sidérurgie, la métallurgie, dans la fonction publique, les banques, les assurances... et l'objectif du maintien de l'emploi global ?... Le gouvernement mise sur la compétitivité (celle qui détruit l'emploi), la croissance économique (les prévisions sont des plus pessimistes), la modernisation et l'augmentation de la productivité (qui diminuent l'emploi), la consommation qui peut être difficilement relancé quand on limite ou réduit le pouvoir d'achat des travailleurs... Dans ces conditions, il ne sera pas possible de créer 250.000 à 300.000 emplois nécessaires pour réduire de la moitié le niveau du chômage.» (Le Droit de l'Employé, avril 1996).

**Le piège Verplaetse
(Banque Nationale)**

«Si les syndicats s'engagent pour une modération salariale, le patronat doit s'engager pour la création d'emplois», déclarait mi-février le gouverneur de la Banque Nationale Alphonse Verplaetse. Il y ajoutait : «L'un et l'autre de ces engagements doivent être économiquement réalistes et en économie, on ne peut jamais donner des garanties fermes.» (L'Echo, 16 février 1996) Voilà donc tout syndicaliste averti. Avertissement confirmé quelques semaines plus tard par le journal boursier : «Un seul mot domine aujourd'hui les discours : compétitivité... Deux types de mesures s'imposent : augmenter la productivité, diminuer les coûts du main d'oeuvre... Dès lors, on peut douter des chances de "succès" à moyen terme des divers plans pour l'emploi ou autres pactes anti-chômage... Le risque est grand que la masse gonflante des hommes, des femmes et des jeunes exclus du marché de l'emploi se révolte violemment.» (L'Echo, 3 mars 1996).

**Victoire des traminois
marseillais**

Leurs syndicats contestent l'annualisation du temps de travail, qui viserait à augmenter le temps de conduite d'une partie des 1.300 chauffeurs. Ils ont finalement obtenu gain de cause après 17 jours de grève. L'annualisation n'aura pas lieu et leur temps de conduite sera limité à 7 heures par jour. Mais les conducteurs n'ont pu obtenir le paiement des jours de grève. (Le Monde, 6 avril 1996)

Rappelons que le calcul du temps de travail sur base annuelle est un point important du contrat d'avenir, négocié actuellement en Belgique. Les syndicats belges seraient tentés de céder sur la demande patronale en échange de l'octroi d'un "droit" au temps partiel.

**SNCF : la CGT gagne
les élections sociales**

En France, la CGT-cheminots vient de remporter les élections sociales à la SNCF (49 % des voix, progrès de 3 %). La CFDT paie cash son opposition à la grève du mois de décembre. Elle enregistre un recul historique de 7 points. SUD (dissidence de la CFDT et 'pour' la grève) obtient 4 % des voix. (Le Monde, 30 mars 1996)

Les cheminots ont donc récompensé massivement les syndicats, favorables à leur grève et puni les opposants.

«Plan global, contrat d'avenir, c'est pareil !»

FGTB Bruxelles : pas de politique qui culpabilise les travailleurs

«Quel choix de société ? C'est la question fondamentale dans les négociations.» C'est ainsi que Anne-Marie Appelmans, secrétaire de la FGTB-Bruxelles, a ouvert la soirée d'information sur le Contrat d'avenir pour l'emploi du 17 avril. Le ton était donné dans une salle bourrée de 200 militants.

Paul De Mont

Les critiques exprimées sur le podium par les permanents FGTB sont parfois aussi sévères que celles des intervenants dans la salle.

«Le chômage a augmenté de 53 %. Les emplois créés ont coûté terriblement cher à la communauté et à la Sécurité sociale. 48 milliards de plus pour 10.000 emplois. Le produit intérieur brut (PIB) a doublé les dix dernières années. Cela veut dire qu'une minorité s'est enrichie d'une manière scandaleuse, alors que la majorité s'est appauvrie.»

Voilà le bilan que tire Anne-Marie Appelmans du Plan global. Et le contrat d'avenir ? «Le credo du gouvernement c'est la politique des bas salaires et du partage du temps de travail dans le sens d'une plus grande flexibilité. Une politique où on culpabilise ceux qui travaillent. Aujourd'hui la recette, c'est le modèle hollandais. Des mesures énergiques, prises en accord total avec les syndicats hollandais.»

«Je ne veux pas suivre cet exemple !»

Anne-Marie Appelmans continue : «35 % des travailleurs hollandais sont à temps partiel. Ils sont si mal payés, qu'ils doivent cumuler trois temps partiels pour atteindre un revenu décent. En Angleterre, Thatcher a essayé ce système avant les Hollandais. Là, on est champion du monde en fermetures d'entreprises. Un pauvre sur quatre en Europe est anglais ! En Hollande, l'emploi a augmenté de 3 %, mais le chômage également, de 1,4 %. Je ne veux pas suivre cet exemple !»

Un délégué de l'aéroport acquiesce : «Chez nous, il y a 36 horaires différents. La direction prépare un programme informatisé permettant de détermi-



«Quelle société ? C'est la question fondamentale dans les négociations pour le Contrat d'avenir pour l'emploi», déclare Anne-Marie Appelmans, secrétaire de la FGTB-Bruxelles.

ner au jour le jour notre horaire. Si le gouvernement parvient à faire passer le Contrat d'avenir, le travail free lance sera généralisé. Il faudra rester chez soi nuit et jour près du téléphone pour savoir quand on doit partir au travail.

Nombreux supplient déjà de travailler à temps partiel, bien qu'ils parviennent à peine à nouer les bouts, parce qu'ils souffrent de fatigue chronique. Au nom de notre délégation, je dois vous dire : nous ne voulons pas d'une norme salariale, ni maintenant, ni jamais ! Nous demandons l'application des résolutions du congrès, une mobilisation pour la semaine de 32 heures aux frais des patrons.»

«On aurait dû cracher la chique !»

Dans la salle d'autres intervenants mettent le doigt sur la même plaie : pourquoi encore négocier, pourquoi tarder à mobiliser pour les vraies revendications syndicales : la semaine de 32 heures avec maintien du salaire et embauches compensatoires !

«La compétitivité n'a apporté que du chômage, déclare un électricien. Nous devons rejeter ces négociations et les ramener sur notre terrain : les 32 heures sans perte salariale et avec embauche compensatoire.»

Un autre approuve : «On nous tend un piège. Le gouvernement veut éviter des luttes comme en France, il tente de séduire les organisations syndicales. Il faut mobiliser pour les 32 heures !»

Gérard de Séllys, délégué CGSP

et journaliste de la RTBF, s'adresse à Anne-Marie Appelmans : «Tu as rappelé qu'on a arrêté la lutte en 93 parce qu'on n'obtenait rien, en ajoutant : "On a chiqué". On aurait dû cracher la chique ! Est-ce que nous allons refaire comme en 1993, et atterrir en douceur ? Ou est-ce que la FGTB de Bruxelles va conduire le mouvement et poursuivre les luttes ?»

Pour la CGSP Enseignement Bruxelles, la réponse est claire : «Même après le vote du décret, nous sommes prêts, seuls s'il le faut, à continuer le mouvement après Pâques !»

Un collègue invoque l'exemple des enseignants : «En rejetant le chantage de la modération salariale pour créer de l'emploi, nous nous montrons solidaires de l'ensemble des travailleurs. Suivons l'exemple de Cockerill-Sambre qui a refusé le troc de la modération salariale contre l'emploi. C'est la voie à suivre : la solidarité dans la lutte et non dans la pauvreté !»

«Quelque chose ne va pas dans le mouvement syndical»

Albert Faust, président de la FGTB-Bruxelles, dénonce vertement le syndicalisme à la Houthuys : «Quelque chose ne va pas dans le mouvement syndical. A la tête, il y a des syndicalistes et puis des hommes d'Etat, qui s'imaginent devoir assumer des responsabilités historiques.»

Il appelle les militants à insuffler une âme nouvelle dans l'action

interprofessionnelle. «On dit : c'est un problème européen, on ne peut rien faire. Mais qu'est-ce qui empêche de faire une manifestation européenne pour les 36 heures et les 32 heures ? En France, les services publics étaient en grève. En Belgique aussi. Pourquoi ne pas avoir organisé des colonnes d'autocars et des trains pour aller en France avec des milliers de manifestants soutenir les syndicats français ?»

«Qui sape le mouvement syndical, demande un enseignant. Les syndicalistes qui sont membres du parti socialiste !» Tous ces syndicalistes ? Ou seulement les hommes d'Etat dont venait de parler Albert Faust ? C'est sur eux que mise le PS pour soumettre le mouvement syndical au gouvernement et au capitalisme. Et c'est là son rôle spécifique dans le système.

Rompez avec le PS, rejoignez le PTB !

C'est ce que précisait un enseignant : «C'est bien Dehaene, qui disait en 93 qu'un Plan global avec les libéraux ou les socialistes c'était pareil, mais qu'avec les socialistes on avait la paix sociale en plus.» Les syndicalistes combatifs et honnêtes rompront leurs liens avec le parti socialiste.

Pour eux, le seul "relais politique" utile, c'est le PTB. Choisissant sans ambiguïté la société socialiste, le PTB se met à 100 % du côté des travailleurs dans le combat qu'ils mènent contre l'introduction du modèle hollandais ou britannique.

Un "temps partiel" qui fait 60 heures semaine !

Le référendum du PTB révèle des situations incroyables...

Le "Contrat d'avenir" de Dehaene promet de créer des emplois. Quels emplois ? Des "hamburger jobs" et des temps partiels comme aux USA. En Belgique, c'est déjà le sort de certains, comme nous révèle le référendum des travailleurs.

«J'ai 37 ans, je suis veuve et j'éleve seule mon fils de 15 ans. Je suis puéricultrice de formation. Lors du décès de mon mari, je ne travaillais pas et j'ai dû trouver un emploi tout de suite. J'ai atterri dans une société possédant une chaîne de boulangeries, pâtisseries, tea-room. Comme c'est également de la petite restauration, nous sommes tous déclarés comme ouvriers (secteur Horeca) alors que, pour ma part, étant responsable de caisse et du personnel, j'aurais dû être déclarée employée... Je touche 200 F de l'heure comme manoeuvre (c'est ma qualification dans cette société). Bénéficiaire d'une pension de veuve, j'ai diminué pour des raisons personnelles mon nombre d'heures, j'en fais actuellement 14 ou 21 par semaine. Je suis déclarée 5 heures, cela vous donne une idée de mes congés payés et de ma prime de fin d'année ! Lorsque l'on revendique quelque chose, on s'entend répondre qu'il y a un demi million de chômeurs en Belgique et que si l'on n'est pas d'accord "la porte est là". Croyez-vous que j'ai le



Le temps partiel explose : 119.000 de plus qu'il y a cinq ans. 46 % des ouvrières et 37 % des employées. (Tribune, revue CGSP, mars 96).

choix ? J'ai des collègues qui font 60 h par semaine et qui sont déclarés mi-temps ou parfois temps plein (36 h). Je suis encore privilégiée !»

On fait le travail de deux personnes

«Les patrons doivent résoudre le chômage en engageant le personnel nécessaire au lieu de faire travailler les gens toujours plus dur», nous écrit un ouvrier de 51 ans, membre de la CSC. Il expose son histoire : «A trois, nous avons lancé une composante d'une unité de production. Nous nous sommes engagés (nous avons dû le faire) à 150 % pendant environ 6 mois. En fait, à trois, nous avons fourni le travail qui devrait être normalement presté par 4,5 hommes. Maintenant, on nous

enlève un homme. Que reste-t-il ? 2 x 150 % ou du travail pour trois que nous devons faire à deux. Est-ce la récompense de notre engagement ?»

Chaque soir, je suis claqué...

«En circulant avec le référendum dans un bureau de recrutement des dockers d'Anvers, j'ai été accosté par un docker désespéré, nous écrit Enrico, d'Anvers. Voici son récit. "J'ai 28 ans. Il y a deux ans, j'ai eu un grave accident de travail. A la firme Seaport (du patron portuaire Fernand Huts), j'ai reçu des plaques de fer sur le pied gauche, j'ai eu tous les orteils coupés. Après un an d'incapacité de travail, j'ai dû retourner au boulot. J'ai introduit une demande pour un travail adapté. Jusqu'à présent,

ma demande n'a pas été reçue. J'ai pourtant beaucoup de mal à garder mon équilibre, surtout avec le lourd travail portuaire. J'ai passé des tests pour devenir chauffeur au dock. J'avais réussi en tout, sauf le test psychologique (où l'on est notamment testé pour la résistance au stress et pour la flexibilité, ndlr). Chaque soir, je suis claqué. Ça ne va plus du tout." Voilà ce qu'on peut entendre chaque jour au bureau de recrutement. Chaque année, au port d'Anvers, on dénombre 2.500 accidents de travail avec incapacité de travail temporaire ou permanente. La plupart de ces accidents sont dus au rythme énorme, au manque d'hommes, aux doubles pauses. La revendication de la semaine de 32 heures avec engagements compensatoires et sans accroissement de la flexibilité est aussi une nécessité au port.»

"Votre plan alternatif ? Pas si utopique"

Accueil favorable au référendum du PTB

«J'ai pris connaissance de votre plan alternatif et je l'approuve, écrit un chômeur de 35 ans, affilié à la CSC. Je pense que vos propositions ne sont pas aussi utopiques que ce que certains voudraient nous faire croire (Politiciens, banquiers, patrons, médias).

Il serait urgent que tous les citoyens et tous les élus politiques prennent conscience de la gravité de la situation économique et sociale pour agir avant qu'il ne soit trop tard. Je ne peux m'empêcher de vous communiquer un extrait tiré d'un excellent article paru dans le journal info-CSC du 26 janvier 1996 : "Demain, et ce peut ne

pas être bien éloigné de nous, des millions d'exclus du travail ne trouveront d'exutoire à leur mal-être que la violence aveugle; le spectre des épidémies, maladies que nous avons cru définitivement d'un autre âge ou de maladies nouvelles se dressera de nouveau devant nous et des masses sans formation ni culture seront prêtes à suivre toutes les folies de qui leur promettra "un ordre nouveau" tout en nous conduisant tous à l'horreur." Je salue respectueusement tous vos militants qui sont présents à leur poste malgré des conditions atmosphériques parfois très pénibles.»

«J'ai 25 ans et je m'estime heureux d'avoir un contrat fixe et en bonne et due forme depuis juillet 1994. De parents socialistes et grands-parents socialistes, j'ai été élevé dans un esprit de solidarité et le mot respect a toute son importance, que ce soit respect de l'autre, de son travail, respect de nos droits.

Merci de nous ouvrir les yeux...

Depuis quelques années je me suis penché avec attention sur ce malaise qui pèse sur notre société. Dans l'entreprise, dans la rue, dans le train, on ne

ressent que la peur des gens devant la hausse du chômage, l'insécurité au travail, le gouffre financier des caisses de la Sécurité sociale. On s'interroge sur les pensions pour les années à venir... Je lis dans le Bimensuel de la Mutualité Socialiste que la Sécu est un bouclier protecteur pour la société. C'est clair, on a l'intention de démolir ce qui a été construit depuis 50 ans et de donner priorité au profit en sacrifiant l'intérêt de la population. Il y a trop d'inégalités, trop d'argent pris dans les poches des "petits et moyens" travailleurs. Voilà mon opinion et merci de nous informer et de nous ouvrir les yeux...»

EN BREF

Suspense au 1er Mai :

Atteindrons-nous l'objectif de 25.000 référendums remplis avant le 1er mai ? Qu'écrivent les travailleurs sur les formulaires ? Qui doit payer la crise ? Questions que nous nous posons durant cette campagne de plusieurs mois pour donner la parole aux travailleurs. Car c'est bien là l'enjeu : connaître l'opinion des ouvriers, employés, chômeurs, fonctionnaires à propos du chômage, de la Sécurité sociale, de la crise, du racisme. Mais nous n'avons pas encore atteint le but... Voyez les résultats ci-dessous. Il faudra encore un effort important pour arriver aux 25.000. Nous lançons donc un appel pressant : remplissez le référendum vous aussi (beaucoup de gens le font remplir mais oublient de le faire eux-mêmes), emmenez quelques exemplaires pour les faire remplir à votre lieu de travail, dans votre quartier, chez vous à la maison, dans la famille, au club de football, au café du coin... Faites remplir le référendum partout où vous le pouvez. Surtout, n'oubliez pas d'apporter les formulaires remplis à la fête du 1er Mai ! Une grande urne sera placée à la place Karl Marx, au stand central de rencontre du PTB. Vous pourrez y déposer vos formulaires remplis jusqu'à 18 heures. A 19 heures, au meeting central, le chiffre final sera communiqué, ainsi que les résultats des réponses. Vous êtes donc un maillon de la chaîne qui fera réussir la campagne ! Nous comptons sur vous et vous remercions déjà.

La "journée Tubize"

Samedi 13 avril, quinze personnes ont diffusé le référendum des travailleurs dans les quartiers de Tubize. "Le capitalisme, c'est la misère" : cette région en a fait l'expérience. Aujourd'hui, les Forges de Clabecq, coeur économique de la région, sont menacées de fermeture. Il y a quinze ans déjà, l'usine textile Fabela y a fermé ses portes après une occupation de plusieurs semaines et une grève de la faim. La reconversion promise de trois mille emplois n'a jamais été réalisée. Le référendum est une excellente manière d'engager la conversation et surtout de demander leur témoignage aux gens. Rapidement, nous venions tous à la question : "Y a-t-il une solution ? Y a-t-il de l'argent pour maintenir les emplois ? Ou peut-on trouver les cinq milliards pour investir dans Clabecq ?" Dans beaucoup de maisons, nous avons été accueillis chaleureusement et devant une tasse de café, les gens nous faisaient des récits émouvants. "Avant, nous disions : si tu entres à Clabecq, c'est pour la vie. Nous étions heureux. Maintenant, nous n'avons plus d'avenir."

"Depuis la chute du Mur de Berlin, le chômage a encore augmenté chez nous. En Pologne, en Russie, les gens votent de nouveau communiste. C'est la voie dans laquelle nous devons nous engager."

"La "journée Tubize" a donné de bons résultats : 59 Solidaire vendus, 30 abonnements à l'essai, un abonnement définitif et 32 référendums remplis. Pour nous, c'est décidé. Nous retournerons à Tubize, avec le référendum. Les gens vivent dans la misère. A nous de leur proposer une alternative. (M.V.O.)

Résultats :

Anvers : 4.057
Namur : 1.032
Flandre orientale : 4.930
Flandre occidentale : 868
Brabant : 2.354
Charleroi : 1.179
Liège : 1.669
Limbourg : 1.905
Secrétariat national : 589

Total : 18.583

But : atteindre les 25.000 au 1er Mai !

Le comité de la Trémie défend le droit de manifester

Plus de mille personnes ont signé une pétition contre les poursuites anti-jeunes

Le "comité de la Trémie" : une initiative d'enseignants, étudiants, médecins, ouvriers, avocats, parents ayant participé à la manifestation du 28 novembre à Liège. Celle où des jeunes avaient été brutalement réprimés par Dehousse et ses gendarmes. Mais depuis cette manif, du pain s'est ajouté sur sa planche...

Stef Vanthuyne

A la manif de Liège du 28 novembre, plusieurs manifestants avaient été arrêtés le jour même. Mais le 2 avril, d'autres étaient arrêtés et poursuivis. Le comité de la Trémie exige l'arrêt immédiat et inconditionnel de toutes les poursuites judiciaires contre les étudiants et travailleurs manifestant pour leurs droits. Il fait circuler une pétition qui compte à ce jour plus de mille signatures.

Parmi les premiers parrains du comité, on remarque Jacques Delcuvellerie, metteur en scène, Alphonse Martin, directeur du théâtre "La Courte Echelle", Francis Van Der Kaa de la fédération des maisons médicales francophones de Belgique, Antoine Ruggieri, secrétaire pour la fédération liégeoise du Parti Socialiste-section d'entreprises, Freddy Bernard, ancien conseiller communal à Seraing, membre du PC, le camarade Degué, permanent syndical CGSP, Raymond Vandormael, électricien à Cockerill-Sambre (Chertal), Hubert Avril, délégué des pompiers de Liège, Maurice Mordant, président du Front Anti-Fasciste et près de mille autres personnes.

Le comité aide à se défendre tous ceux qui doivent comparaître. Il mobilise pour les soutenir devant le tribunal. Premier procès : le 6 mai. Plus généralement, le comité recueille les plaintes des victimes d'actes de violence commis par les forces de l'ordre et les aide à déposer plainte. Après la manifestation de Bruxelles, quinze personnes ont ainsi déposé plainte.

Une bataille politique pour empêcher qu'on détruise le droit de manifester

Le comité de la Trémie mène aussi une bataille politique contre les nouvelles procédures antidémocratiques qu'on veut introduire ou généraliser à l'occasion de ces manifestations. Plusieurs procès contre des jeunes se déroulent selon la "procédure rapide". Des jeunes arrêtés lors de la manif du 28 mars à Liège, doivent déjà comparaître le 6 ou le 13 mai. Cette procédure rapide entrave sérieusement les droits de la défense.

D'autre part, certains jeunes sont poursuivis sur base de l'accusation "incitation à l'émeute". Ce délit fut

Manif des profs : médiamentonges



Selon l'hebdo "populaire" flamand Dag Allemaal, c'est "le PTB d'inspiration maoïste qui a réussi à manipuler la manifestation du personnel enseignant (2 avril-ndlr) mécontent de la Communauté francophone. Vous en voyez le résultat sur la photo. Cinq mille partisans de l'éducation pacifique et de la tolérance ont été dévoyés". La victime représentée sur la photo compte attaquer cet hebdo flamand pour sa manipulation... de l'information.

inventé contre les dirigeants ouvriers à la fin du 19ème siècle. Un siècle plus tard, il est ressuscité contre des jeunes résistant aux violences policières dans les quartiers immigrés de Bruxelles et contre les jeunes actifs dans le mouvement des écoles. Les peines liées à ce délit vont jusqu'à quinze années de prison.

Enfin, certains jeunes sont accusés de violences contre des

policiers non désignés individuellement. On leur fait porter une responsabilité collective en quelque sorte. Ceci va dans le sens d'une loi "anti-casseurs" qui existe en France. Selon cette loi, il n'est plus nécessaire de prouver qu'un tel manifestant a agressé un tel policier. Ceux qu'on attrape lors d'une manifestation peuvent être rendus responsables de toutes les infractions commises lors de cette manifestation.

Besoin du comité ? Contactez Stef Vanthuyne, av F. Ferrer, 26, 4040 Herstal, tél 64. 73. 33. Fax 64. 80. 50.

Pour aider les gens poursuivis : vous pouvez soutenir financièrement en versant au compte 001-2698561-97 du Comité de la Trémie, rue Morchamps 63 à 4100 Seraing. L'argent servira à couvrir les frais des procès et les coûts de l'action.

«Pas le temps d'être malade... La lutte m'attend»

André Swinnen, enseignant tabassé par la police, sort de l'hôpital

Riet Dhont

André Swinnen, enseignant au collège Saint-Pierre de Jette, vient de sortir de l'hôpital. Il avait été sévèrement tabassé par la police de Bruxelles durant la manifestation des enseignants du 2 avril. Solidaire avait relaté la manif de protestation de toute son école dans les rues de Jette. André avait participé à ce cortège, mais le lendemain son état de santé s'aggravait, il était hospitalisé d'urgence et opéré. Car l'os de son nez était éclaté et avait percé le sinus. Nous lui avons téléphoné pour avoir de ses nouvelles...

André Swinnen. Maintenant ça va mieux. Je n'ai vraiment pas le temps de me reposer, nous devons continuer la lutte.

Savez-vous que la photo vous montrant, ensanglanté, à terre, a été manipulée par un hebdo flamand ("Dag allemaal, voir

plus haut) qui accuse le PTB d'être à l'origine de la violence policière ?

André Swinnen. Je ne le savais pas. Je veux réagir immédiatement. Auprès de ce magazine et en justice, pour compléter la plainte que j'ai déjà déposée. Envoyez-moi immédiatement cet article. Oui, les médias vous présentent comme les "casseurs". Mais je répète ce que j'ai dit, notamment au quotidien De Morgen : "Peut-être qu'il y avait des casseurs, mais moi, je n'en ai vu que du côté de la police".

Qu'avez-vous fait sur le plan juridique contre cette intervention policière ?

André Swinnen. Mon avocat liégeois s'est constitué partie civile et a déposé plainte. La Ligue des Droits de l'Homme a aussi déposé plainte auprès du procureur. Nous devons rassembler autant de victimes que possible, unir toutes les forces. Je

ne sais pas encore comment cela se passera, je viens à peine de sortir de l'hôpital.

Comment voyez-vous la situation sur le terrain, la semaine prochaine, après les congés de Pâques ?

André Swinnen. Je viens d'écouter les informations : les portes du cabinet Onkelinx ne sont pas fermées, on négocie encore demain. La semaine prochaine, nous réunirons les professeurs pour décider de la suite. Mardi et mercredi, en tout, cas, c'est grève.

Ca vous plairait de recevoir des lettres de solidarité de jeunes, d'autres professeurs ?

André Swinnen. Oui, ce serait sympa, je répondrai personnellement à chacun.

Voici donc l'appel et l'adresse : André Swinnen, rue A. Vanderschriek 57, 1090 Bruxelles. Envoyez-lui donc une lettre ou une

carte pour exprimer votre soutien à cette résistance inébranlable des

professeurs et des jeunes face aux plans de la ministre PS Onkelinx !

Charleroi : soirée de solidarité avec les profs

Venez en famille exprimer votre solidarité avec les enseignants à Charleroi **vendredi 19 avril** dès 18h. Ce rassemblement, intitulé "Ecole et société de demain", est organisé par le collectif des enseignants de Charleroi, à Chatelineau, salle Belvédère, rue L. George 15.

Au programme : Groupe Totem, chant; Madeleine Fabrice, actrice; Claude Semal, chanteur; Ligue d'impro; Patrick Descamps, comédien; Claude Renard, graphiste en BD; Jean-François et Myriam Van Hael-

meersch, plasticiens; musique afro-cubaine; Antonio Cassu, artiste BD; Michel Voiturier, écrivain; Schieve Rimbaud, poésie et musique; Les Macloteus, folk wallon; Joffroi, écrivain; Thierry Haumont, écrivain; Flesh, hard rock; Kikun Pai, hard rock; Trio Jazz IND Fleurus; Catasprof, chanson et musique rock; démonstration sportive de tennis de table, escrime et karaté; différents représentants du monde du travail. Baby-sitting et petite restauration assurés.

«Nous sommes traités pire que des chiens»

Le plan de la direction de Caterpillar- Gosselies fortement chahuté

«Quand ça va bien, nous recevons deux boîtes de Coca, comme en septembre. Maintenant le patron dit que ça va mal et veut enlever 100.000 F par personne.» «Les chefs ont reçu une prime de 200.000 balles. Fites a touché presque 100 millions. Nous, ouvriers, sommes traités pire que des chiens.» Voilà comment les ouvriers ont taxé le plan que la direction veut soumettre lors des prochaines négociations.

Pierre Denis

Le directeur du siège de Caterpillar près de Charleroi, Mc Kie, a annoncé en janvier une économie de 360 millions de francs. L'usine, qui produit des engins et des moteurs de génie civil, compte ainsi absorber l'inflation, la hausse du franc belge et une baisse des commandes. Le plan soumis aux responsables syndicaux développe une stratégie plus vaste : ces 360 millions sont la première tranche d'un plan de 5 ans. L'économie totale exigée monte à 1,8 milliards pour l'an 2001 : 1 milliard pour rattraper la hausse des coûts de production et 800 millions de bénéfices.

Les ouvriers ont manifesté leur colère. Ils savent que derrière tout ça il n'y a que la soif du profit. Les dires alarmants de la direction contrastent fort avec l'enrichissement colossal de la multinationale. Au niveau mondial, le chiffre d'affaires a augmenté de 12 % et le profit de 19 %. De 1992 à 1995, l'augmentation totale du chiffre d'affaires est de 57 %. Depuis 1993, le profit a augmenté de 75 %. «Pour Caterpillar, les années 90 ont été une décennie remarquable jusque maintenant», déclare D. Fites, le président de la multinationale. Après ces années fastes, une période maigre s'annonce. Dans cette perspective, il ajoute : «Nous avancerons aussi loin et aussi vite que les conditions extérieures nous le permettent. Nous continuerons d'exercer la pression, de

maintenir la flexibilité et de répondre rapidement aux changements du marché. Nous continuons à poursuivre la compétitivité.» (1)

Cette "compétitivité", ce sont les 11,7 milliards de dividendes que les actionnaires ont touché entre 1993 et 1995. Un record applaudi par la bourse de New-York. C'est le résultat du plan PWA (2), un plan de sept ans de sacrifices, également au nom de la compétitivité. L'objectif du nouveau plan est de réaliser des bénéfices similaires, cette fois dans des conditions de basse conjoncture. Le plan parle de coupes sérieuses dans les acquis légaux et extra-légaux, avec une baisse du revenu de 100.000 par ouvrier, et de menaces sur l'emploi.

Les armes contre les ouvriers : Plan Global, Contrat d'avenir et chantage

Pour briser la résistance, la direction recourt au plan global de Dehaene-Di Rupo. Déjà en 1995, Mc Kie déclarait que «Caterpillar supporte le plan global décidé par le gouvernement dont le but est une modération salariale» (2). De 1994 à 1995, ce plan a déjà permis de baisser le coût salarial par l'embauche de 150 jeunes ouvriers temporaires. Pour ceux-ci, Caterpillar a payé moins de Sécurité sociale. Pour 1996, le plan global



Grève à Caterpillar en 1992. «Pour Caterpillar, les années 90 ont été une décennie remarquable», déclare le président de la multinationale. Mais en prévision des années moins fructueuses, la direction prépare un plan d'austérité sévère, que les travailleurs sont prêts à combattre avec énergie.

promet de s'attaquer à la Sécu et à l'index et, jusqu'en 1997, il impose un blocage des salaires et une réduction du temps de travail. Dans son nouveau plan, la direction déclare qu'elle voudrait une révision de la législation sur l'interdiction de faire chômer les employés, mais aussi sur la durée de leur préavis, des frais de transport et des Congés Educatifs Payés.

Le "Contrat d'avenir", auquel le gouvernement voudrait atteler les organisations syndicales, renforce encore l'offensive des multinationales comme Caterpillar. Ce plan oblige à lier le sacrifice d'acquis salariaux à des "concessions" patronales sur l'emploi (mi-temps, fin de carrière, pause-carrière, etc). C'est dans cette perspective que le plan de Caterpillar s'attaque aux primes d'équipe, primes d'ancien-

neté, complément salarial pour le chômage économique, transport collectif, jours de réduction du temps de travail, jours d'ancienneté, jours de compensation pour les pauses, jour de St Eloi, et service de cafétéria. La direction nie le chantage à l'emploi, mais parle de réduire de 30 à 50 % les phases de production. Elle déclare aussi que le nombre de personnes est trop élevé par unité produite. Elle veut liquider des emplois et dénonce les délégations et les ouvriers qui s'opposent à tout sacrifice d'acquis et d'emplois.

La direction utilise un triple chantage. Envers les permanents syndicaux, elle fait miroiter un investissement sérieux dans la région en contre-partie de sacrifices de la part des travailleurs. Envers les délégations, le plan exige des efforts «afin d'éviter des

licenciements tels qu'en 91, 92, 93» et envers les ouvriers elle fait planer les menaces de poursuite pour faits de grève. Quatre ouvriers de l'équipe de nuit ont déjà été ainsi menacés.

«La direction veut tout nous reprendre, disent les ouvriers. Ils veulent qu'on rende tout ce qu'ils ont dû nous donner. On ne peut plus continuer ainsi. Il faut changer le fusil d'épaule.» Les ouvriers refusent tout chantage à l'emploi et toute atteinte à leurs acquis. Ils se battent pour le maintien de tous les emplois. Les délégations préparent des assemblées pour la dernière semaine d'avril.

1. D.Fites dans Rapport annuel 1995. 2. PWA : Plant with a future - usine avec un avenir. 3. Mc Kie dans une lettre de la direction du 7 avril 1995

Provocation du Vlaams Blok contre le 1er Mai

Le parti fasciste se présente comme alternative aux travailleurs déçus par les socialistes

Raf Jaspers

Au 1er mai, le Vlaams Blok compte organiser une manifestation à Alost. Des dirigeants y prendraient la parole et, comble de cynisme, le scénario se terminerait par un dépôt de fleurs devant la statue du prêtre Daens. Le Vlaams Blok espère ainsi récupérer les symboles du mouvement ouvrier — le 1er Mai et le prêtre Daens — et gagner une partie des travailleurs à sa politique fasciste.

Cette manifestation du Vlaams Blok fait partie de leur prétendue campagne pour l'emploi : «Du

travail pour notre peuple d'abord». Dans sa revue mensuelle, le Vlaams Blok souligne l'importance de la campagne pour le parti et il y investit des millions de francs. 250.000 cassettes audio avec le "message de la campagne" seront distribuées gratuitement. C'est un budget de plusieurs millions. Le Blok veut diffuser soixante mille exemplaires de ce tract aux écoles, organiser des bus gratuits à partir de toutes les villes flamandes vers Alost. Tout cela financé par les subsides que l'Etat verse aux partis fascistes grâce à la bienveillance des partis traditionnels.

Tirant les leçons des élections («Le SP a pu se maintenir parce qu'il a avancé le thème social»), le Blok sent l'amertume des travailleurs à propos des tromperies électorales socialistes et veut en profiter pour s'implanter. Il constate le fossé entre la démagogie électorale socialiste et la politique que ces partis mènent vraiment quand ils sont au gouvernement.

Paradoxe : SP et PS croient récupérer les travailleurs en copiant la politique de l'extrême droite. Mais celle-ci s'efforce de conquérir l'électorat socialiste restant en "fascisant" les thèmes

sociaux.

Cette manifestation du Vlaams Blok est intolérable. Solidaire publiera prochainement la réfutation de ces fumisteries style "Du travail pour notre propre peuple".

Lutte antifasciste indissociable de l'alternative socialiste

Le PTB soutiendra toutes les initiatives contre cette campagne de haine et contre la régression sociale et le chômage qui alimentent le fascisme. Mais tout d'abord,

le PTB offre une alternative aux travailleurs déçus par les partis socialistes et désorientés. Ce qui implique de combattre la politique gouvernementale qui démantèle emploi et statut dans les services publics, attaque la Sécu, privatise et offre des dividendes toujours plus gros au grand capital... Combattre les fascistes implique de soutenir les travailleurs de Clabecq, d'Opel, de l'enseignement. Et de diffuser largement le référendum des travailleurs (voir p. 7).

Beaucoup de progressistes cherchent cette alternative : discutons-en au 1er Mai du PTB !

1er mai 1996. Un vent nouveau balaie la Belgique.

Des jeunes de seize à vingt ans conquièrent la rue : «Nous voulons un avenir, du travail, un emploi convenable.» Ils donnent le ton. Ils nous montrent le chemin. Les ouvriers de Cockerill-Sambre refusent une diminution salariale. Ceux d'Opel Anvers et de Volvo Gand mènent la grève contre les cadences infernales. Tous découvrent que Marx avait raison : Le capitalisme c'est la misère et la guerre. Vive le socialisme.

1er mai 1996 : la fête des jeunes, des ouvriers, des employés, des agents du public, des femmes, des chômeurs, des pensionnés, qui montent sur les barricades pour une société socialiste.



Programme

1er Mai en pratique

La fête du 1er mai se déroule dans les auditoires de la VUB (Bâtiment Q), Boulevard de la Plaine, 1050 Bruxelles (métro Delta).

Carte de prévente : 100 F
Entrée : 450 F (sans carte de prévente), 250 F (avec

carte de prévente)
Carte familiale : 1.150 F (sans prévente), 1.000 F (avec carte de prévente)
Chômeurs, étudiants, pensionnés : 350 F (sans carte de prévente), 150 F (avec carte de prévente).
Enfants de 6 à 12 ans : 150 F. Gratuit aux moins de 6 ans. Babysit prévu.

Débats : Socialisme, la seule issue

11h à 13h
Le capitalisme, c'est la misère

L'issue : le socialisme et le communisme.

Un exposé sur la terrible crise qui frappe des dizaines de millions de personnes en Russie. Mais de nouveaux partis communistes surgissent.

Ludo Martens, le président du PTB, s'entretiendra avec **Youri Gregorievitch Terentchev**, docteur en histoire, du Parti Communiste Ouvrier de Russie, **Alexander Barychev** du Parti Communiste des Bolcheviks et avec **Miroslav Stepan** du Parti Communiste des Tchécoslovaques.



Miroslav Stepan

11h à 13h
Le capitalisme, c'est la guerre et l'exploitation

L'issue : la libération et la démocratie populaire
Quelle issue pour les quatre milliards d'être humains du tiers monde ?

Bert de Belder a travaillé comme médecin durant neuf ans aux Philippines pour Médecine pour le Tiers Monde. Il s'entretiendra avec

José Manuel Rocha, du Mouvement Démocratique Indépendant du Mexique, **Jose Maria Sison**, du Parti Communiste des Philippines, **Madhav Kumar**, du Parti Communiste Marxiste-Lé-



Jose Maria Sison
ministre du Népal
Gilbert Kouessi, du Parti du Travail du Bénin.

11h à 13h
Le capitalisme, c'est le colonialisme

Perspectives pour la lutte anti-impérialiste au Moyen-Orient.

Hilde Meesters, de la section internationale du PTB, s'entretiendra avec **Ammar Bagdash** du Parti Communiste Syrien **Nasser Ali**, militant contre les accords de paix, Gaza, Palestine, **Suha Qatamesh**, organisation des prisonniers palestiniens Addameer.



Ammar Bagdash

Forums

La parole aux syndicalistes

14h à 16h
Stop à la vente publique des services publics

Conséquences : licenciements et pertes de salaire.

Jan Van de Putte, de la section syndicale du PTB s'entretiendra avec des syndicalistes des services publics, dont **Jean Scaillet**, secrétaire CGSP, IRW Telecom,

Laurette Muylaert, CGSP-Culture (BRTN), **Des syndicalistes cheminots** (CGT) de Marseille (France) à propos de leur grève historique, **Kris Hertogen**, direction nationale du PTB, à propos du contrat d'avenir pour l'emploi.

16h à 18h
Les privatisations tuent l'emploi

800.000 emplois disparaîtront en Europe avant 1998. Dans le tiers monde, les économies nationales sont démantelées.

Gérard de Séllys, journaliste RTBF et auteur du livre "Privé de Public" s'entretiendra avec

Ismael Dube du Zimbabwe, **Levin Snail** d'Afrique du

Sud **Singh Narendra** du Parti Communiste Libération de l'Inde **Erika Nägel**, syndicaliste d'Eko Stahl, Allemagne. Un syndicaliste de **Grande-Bretagne**.

Gérard de Séllys dédicassera son livre



18h : réception internationale

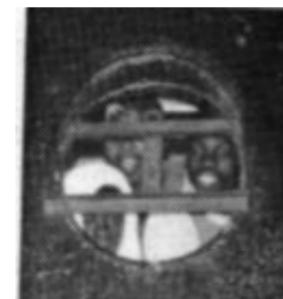
Sur la "Place de La Commune de Paris", au stand des services publics.

Solidarité internationale

14h à 15h30
La fermeture des frontières tue

L'Europe est une citadelle fortifiée, des réfugiés meurent à ses frontières.

Enrico De Simone, avocat et porte-parole de l'asbl "Frontières Ouvertes" s'entretiendra avec **Erick, Tomy et Julius**, survivants du navire Elyse D, **maître Guerard**, avocat des familles des passagers clandestins du navire Mac Ruby jetés par dessus bord (Le Havre),



Ossoufo Kingsley, seul réfugié survivant du Mc Ruby.

16h à 17h30
Le Rwanda exige la justice

Le Rwanda, deux ans après le génocide. Les blessures sont encore ouvertes. De nouvelles menaces proviennent des bastions des milices interahamwe de l'ancien régime situés au Zaïre.

Colette Braeckman, journaliste du Soir, **Frank Sonck**, responsable de Médecine pour le Tiers Monde, s'entretiennent avec **Tito Rutaremara**, dirigeant du groupe du FPR dans le nouveau parlement rwandais.



Tito Rutaremara

de la fête du 1er mai du PTB

Chapiteau de cirque

14h à 16h : Festival Hip Hop contre le racisme et le fascisme avec Onde de Choc, Cool Bruxelles Cool, Classe X, Armada, Ipso Facto

16h à 18h : La Mante Belge : la danse des licornes. Acrobatie chinoise, danse du dragon.

19h à 22h : Cirque pour enfants "Le cirque de Paris". Animation pour enfants, chameaux, lamas, petits singes.



Solidaire

11h : portes ouvertes ! Ecrivez votre lettre de lecteur, votre témoignage pour notre prochain numéro. Le dessinateur de Solidaire Ringo traduira votre idée en dessin, sur l'ordinateur !

16h à 18h : l'artiste GAL dédicassera ses posters contre le Vlaams Blok.

Pionniers, où les enfants sont chez eux

14h à 18h : animation et ateliers pour enfants

19h à 22h : cirque pour enfants "Le cirque de Paris"

Rebelle c'est cool

dès **11h** : stand d'information et d'action

14h à 16h : festival Hip Hop

14h à 18h : participation aux forums de témoignage

MML en action

11h30 à 13h : conférence de presse. 1995-1996 : une nouvelle année de lutte des étudiants, bilan et perspectives.

dès **11h** : stand information et d'action

4h à 18h : participation aux forums

Concert et Boum

22h : Step 2 : the Chapter! et discobar.



Step 2

Foire du Livre EPO

14 h : l'heure de **Mumia Abu Jamal**. Extraits de son livre "En direct du couloir de la mort" joué par les acteurs Saïda Chelli (Dito-Dito), Frank Vercruyssen en Malumba (TgStan).

15h30 : l'heure de **GAL**. Lieven Soete, directeur

du Centre International, s'entretiendra avec GAL (le dessinateur Gerard Alsteens).

16h30 : l'heure de **Che Guevara**. Jacques Kolf, spécialiste de Cuba, s'entretiendra avec Jean Cornier, journaliste du Monde, auteur de la première biographie du Che.



Cité internationale

Foire internationale du Livre, marché d'artisanat, cuisine exotique, podium international avec la participation de :

14h : **Kollasuy - Nan** : musique des Andes (Bolivie)

15h : **N'Faly Kouyate** :

joueur de Kora (Guinée)

17h : **Brotherhood Drumband** : fanfare de percussions (18 musiciens) des Caraïbes.

En permanence : atelier de fabrication de masques avec le sculpteur Frans Wuytack.



Place Karl Marx

Rejoignez le parti

Le Parti du Travail est actif dans huit provinces. Chaque province se présente.

Sur le podium

14h30 : Roger, cheminot pensionné et son accordéon

15h : ode au référendum

15h30 : Jos et son orgue de barbarie pour la Yougoslavie

16h : Trio féminin de

Bruxelles

16h30 : Peter et la ballade de la lutte contre le Plan global

17h : chansons de grève des élèves bruxellois

17h30 : chorale de femmes zairoises

Café international des femmes

Délicieux café, pâtisserie, ambiance et musique africaines.

Les jeunes luttent pour leur avenir

14h à 15h30

Ecoles en solde, étudiants en danger

La grève de l'enseignement francophone se poursuit depuis des mois : une nouvelle génération lutte pour le refinancement de l'enseignement. Un problème belge, un problème européen.

Laurent Courtens, responsable de MML, mouvement des étudiants du PTB, s'entretient avec

Julien Versteeg, délégué des élèves, porte-parole de l'AGEB (assemblée générale des élèves de Bruxelles),

Benjamin Pestieau, étudiant de l'UCL (Louvain La Neuve),

des responsables de la **VVS**, association des étudiants



Julien Versteeg,

flamands et de la **FEF** (Fédération des étudiants francophones), **Hans Georg Hofmann**, spécialiste de l'enseignement en Allemagne de l'Est.

16h à 17h 30

Les jeunes : cibles de la police et de la gendarmerie

Kim Saadeldin, mort à Mol, Daniel Gioni, abattu à Charleroi, la famille Soughir, terrorisée pendant des heures dans leur domicile à Schaerbeek. Par qui ? Par la police et la gendarmerie.

Bruno Bauwens s'entretiendra avec

Nourredni Izasni du "Comité contre la double peine" à Paris,

Sarden Sadgui de "Gaora" à Lyon,

Saïd Bouamama, auteur du livre "10 ans de marche des Beurs",

Jamal, Bilal, Germaine, jeunes immigrés bruxellois



Saïd Bouamama

victimes de la répression policière.

Meeting central

19h, auditoire Q

Berthe Ureel, Unité Antifasciste

un mineur de Russie

théâtre Zanzibar

poésie de jeunes

Sam Tuzani, Hip Hop
Anne Marie Loop récite Brecht
Ludo Martens, président du PTB.
Mansour Seck, griot du Sénégal.



Place de la Commune de Paris

Au milieu du stand des services publics et des entreprises. Vous y trouverez le bureau de La Poste, la gare SNCB, la cabine téléphonique, l'atelier de réparation de

VW, la piste de l'aéroport... bref, tous les secteurs et endroits où le PTB est actif.

A 18h : réception avec des syndicalisés du monde entier.

Rwanda : des meurtriers courent encore librement

Les assassins veulent faire disparaître les témoins du génocide

45.000 Rwandais ont été concentrés et assassinés dans l'école primaire de Murambi, près de Gikongoro, il y a deux ans. Dans le décor hallucinant de cette école où des cadavres momifiés ont été laissés sur place comme témoins muets, le président Bizimungu et le vice-président Kagame ont participé à une commémoration le 7 avril.

Tony Busselen,
à partir de Gikongoro



Commémoration du génocide. "Le pire, c'est que des responsables se trouvent ici même aujourd'hui", a déclaré publiquement un témoin.

Philippe Ntete a survécu au massacre. Pendant son témoignage, il a désigné plusieurs assassins présents parmi le public. «Le pire, Monsieur le président, c'est que ces criminels courent aujourd'hui librement à Gikongoro. Ils ont bénéficié de la protection des soldats français arrivés ici à la fin des tueries. Même des membres des milices interahamwe d'autres préfectures sont venus ici. Et je jure qu'ils préparent un nouveau génocide à Gikongoro. Ils pourchassent chaque survivant pour empêcher qu'il parle.»

«Le responsable principal, poursuit Philippe Ntete, est le capitaine Serinya. Il a encadré et entraîné les meurtriers. Il distribuait des tracts disant que les Tutsi devaient mourir. Il a reçu l'aide de Karango Tapi et d'un ancien préfet. Un ancien chef de la milice occupe toujours un poste de responsable ici. Il a fait l'objet d'une plainte, mais nous ne savons toujours pas ce qu'est devenue cette plainte. Les autorités qui reçoivent des plaintes mais n'y donnent aucune suite devraient tout de même être appelées à se justifier. Si je mens, qu'il vienne nier ce que je dis. Il est présent. Lorsque nous avons été concentrés ici, certains se sont rendus chez l'évêque dans l'espoir d'y trouver protection. Ils ont été assassinés devant sa porte. Monseigneur n'a qu'à venir expliquer ce qui leur est arrivé. Après ce témoignage, je me trouve certainement en danger de mort. Ils ont déjà essayé de m'assassiner, mais heureusement quelqu'un est venu m'avertir. Je demande la protection du gouvernement et de pouvoir vivre en paix». C'est ainsi que l'homme a conclu son témoignage. L'évêque Augustin Misago, assis dans la tribune

d'honneur pendant la cérémonie, n'a pas bougé de sa place et a souri lorsque Ntete l'a désigné.

Le témoignage de Ntete n'est pas un cas isolé. L'organisation African Rights a publié un rapport au début de ce mois sous le titre "Killing the evidence" : assassiner les témoins (1). A l'aide de nombreux témoignages, African Rights démontre que dans tout le territoire du Rwanda des survivants sont encore poursuivis et assassinés. Les assassins veulent faire disparaître les derniers témoins. Ou simplement empêcher qu'on les force à restituer les biens qu'ils ont volés. Casimir Kayirunga était l'un des 8.000 survivants des 225.000 Tutsi que la région de Kibuye comptait avant le génocide. Dans la nuit du 21 janvier, des hommes armés se sont intro-

duits dans sa maison et l'ont abattu par balles. Sa femme, dont toute la famille avait été assassinée, attendait leur premier enfant. Casimir avait dénoncé quelques-uns de ses anciens voisins qu'il avait vus participer aux meurtres dans les collines autour de Kibuye. Le 1er mars 1996, Pierre Nreyimana et ses soeurs Spéciose et Yacinthe ont été abattus par balles dans le sud-ouest de la province Ganguya. Ils avaient demandé aux voisins de leur restituer leurs biens volés. Pierre Rumanura, un vieux chef hutu de Bugarana, a été tué par balles avec sa femme et un voisin. Deux de ses enfants ont été blessés par une grenade. Un responsable local a déclaré qu'il est mort «parce qu'il ne pouvait pas s'empêcher de toujours répéter ce qu'il avait vu en 1994».

Béatrice Myransengimana, une paysanne hutue de la province de Gitarama, a vu comment ses propres frères ont tué son mari, qui était tutsi, avec une hache. Ensuite, elle a dû voir comment ses frères et ses oncles ont assassiné cinq de ses sept enfants avec des machettes. Béatrice a essayé de dénoncer les auteurs du crime. Mais elle a été arrêtée et enfermée avec des femmes accusées de meurtre. Elle a été déclarée folle. A Kigali aussi, les survivants sont menacés. Le 25 décembre 1995, Hélène Mukangenzi a été violée et égorgée. Elle avait accusé un homme de viol et de tortures pendant le génocide.

Le rapport "Rwanda" d'African Rights peut être commandé à la Ligue Anti-impérialiste, rue de la Caserne 68, 1000 Bruxelles, tél. 02/513.53.86.

Sans justice, pas de réconciliation

Dans leurs "Revendications politiques", les six organisations non gouvernementales organisatrices de "Carrément pour l'Afrique" (voir p. 12) omettent de dire que, deux ans après le génocide, qui a fait un million de morts, justice n'est toujours pas faite. Au contraire, elles dirigent surtout leurs critiques contre le nouveau gouvernement rwandais : «Les tentatives de réconciliation nationale ou de construction d'un État de droit ne se développent guère. La sécurité interne n'est nullement assurée, le problème des réfugiés reste non résolu et les droits de l'homme sont gravement



violés chaque jour», affirment-ils". Pas un mot sur le fait qu'aucun responsable du génocide n'a encore été condamné. Ni sur le fait que les plus hauts respon-

sables voyagent librement à l'étranger (en Belgique notamment). Et se réorganisent au Zaïre avec le soutien de la France et de la Belgique afin de rentrer et d'achever le génocide. Ni sur la présence sensible au Rwanda des milices interahamwe. La note de ces organisations ne dit pas que la réconciliation au Rwanda ne sera possible que si justice est faite, si les principaux responsables et meurtriers sont exécutés et les assassins punis. C'est précisément dans cette tâche que le nouveau gouvernement rwandais se heurte au boycott de la communauté internationale.

AGENDA

Bruxelles

Judi 25 avril, 15 h

"Les discours idéologiques dominants et le conflit des enseignants" Conférence-débat avec Bernard Cassen, rédacteur au Monde Diplomatique, Luc Carton, Fondation Travail Université, Pierre Bouillon, journaliste au Soir, médiateur. Org. : Ass. Interréseau Enseignement (AIRE) en collaboration avec les Amis du Monde Diplomatique. Auditoire 300, Fac. univ. Saint-Louis, rue du Marais. PAF : 200 F.

Renseignements : 02/332 17 35.

Charleroi

Mercredi 24 avril, 20 h

"Le mouvement syndical et la lutte pour les droits égaux." Débat avec Georges Debunne, ancien secrétaire général de la FGFB, Jean-Marie Piersotte, secrétaire national de la CNE-Secteur Industrie, Paula Hertogen, responsable nationale d'"Entreprises Sans Racisme", des témoignages des travailleurs immigrés.

Salle de la FUNOC, rue de la Digue 5, Charleroi (Centre). Org. : Objectif 479.917.

Renseignements : tél. : 071/30 37 81.

Namur

Mercredi 24 avril, 19 h 30

"Nos socialistes ont-ils jamais été de vrais socialistes ?" Les pages noires d'un parti rose, 1ère partie. Maison du Travail, salle 7, entrée via rue du Lombard 8, Namur. Org. : asbl INEM.

Liège

Vendredi 17 mai, 19 h 30

"Hommage au roi, à la patrie et à la colonie" Les pages noires d'un parti rose, 2ème partie. Ecoute Voir, Place E. Dupont, Liège. Org. : asbl INEM.

Annnonce publicitaire

Au Centre International

Bd M. Lemonnier 171, 1000 Bruxelles 02/5137941

20 avril, de 10h30 à 16h30

En collaboration avec LES EDITIONS EPO
Atelier d'écriture pour
ouvriers et syndicalistes
Pour toute information: 02/414.29.88

20 avril, à 18h. Entrée libre

Apéritif Poétique
Willem M. ROGGMAN, Patricia
LASOEN, Stefaan VANDENBREMT.
Musique: Hilda VAN EYCK
(sur d'anciens instruments)

21 avril, à 15 h. En français. 200 F.

Projection du film:
Lumière Noire
en présence du metteur en scène
Med Hondo (Mauritanie)

25 avril, à 20 h. En français. 90 F

L'intégrisme, enfant naturel
des Etats-Unis?
Paul VANDEN BAVIERE,
journaliste au quotidien *De Standaard*.

27 avril, à 18h. Entrée libre

Apéritif Poétique
Poètes de la Révolution
portugaise du 25 avril 1974
Poésie de: D. FILIPO, E. GONÇALVES,
J.G. FERREIRA, M. ALEGRE,
M. DA FONSECA, A. DOS SANTOS.
Récitée par Olivier BULTIAU,
Andrée GLINEUR & An LENAERTS
Musique: BRASAS.

3 mai, à 20 h.

La Chine succombe-t-elle au chant de
sirène capitaliste?
Par Baudouin DECKERS.
Cette conférence est annulée.

Terrorisme d'Israël : 500.000 Libanais et Palestiniens en fuite

Avec la bénédiction des Etats-Unis et de l'Europe

Israël bombarde des ambulances, menace de détruire 47 villages libanais, dépeuple systématiquement le Sud-Liban, viole sans cesse l'espace aérien et les eaux territoriales du Liban... Et la "communauté internationale" laisse faire.

Dirk Van Duppen

Depuis le 11 avril, Israël bombarde sans arrêt le Liban. Pour la première fois depuis l'invasion israélienne de 1982, les quartiers sud de Beyrouth sont attaqués. Israël prétexte qu'il s'agit de représailles après les attaques de la milice hezbollah libanaise contre des cibles israéliennes. A Tyr, ville portuaire du Sud-Liban, l'armée israélienne a attaqué une ambulance le 13 avril. Six personnes, quatre enfants et deux femmes, sont mortes carbonisées.

La chasse aérienne pilonne 47 villages sud-libanais et exige l'évacuation complète de cette région. Un demi million de Libanais et de Palestiniens ont déjà pris la fuite, abandonnant leurs misérables biens. Les alentours du camp de réfugiés palestiniens Rashedye ont également été la cible des tirs israéliens. Israël bombarde également les camps situés dans la région de Tripoli. Des navires de guerre israéliens bloquent les ports de Tyr, Sidon et Beyrouth. La grande route côtière reliant Tyr à Beyrouth, par laquelle des dizaines de milliers de gens prennent la fuite est continuellement sous les feux de l'armée.

Depuis 1978, l'Etat sioniste occupe une importante partie du Sud-Liban. Dans sa résolution 425 du 19 mars 1978, le Conseil de sécurité de l'ONU a condamné cette occupation et exigé le retrait immédiat des troupes israéliennes de l'ensemble du territoire libanais. Depuis 18 ans, le contingent Unifil de l'ONU contrôle ce retrait, mais n'a encore jamais rien entrepris contre les nombreuses invasions israéliennes.

Suite aux attaques-suicide du Hamas, l'Occident a accordé à Israël un soutien politique et militaire massif. A peine deux semaines plus tard, on voit qui sont les vrais terroristes. Forts de ce soutien occidental, l'Etat israélien a décidé d'éliminer la résistance armée des Palestiniens et des Libanais au Sud-Liban, légitimement opposés à l'occupation israélienne. La capitulation de la direction de l'OLP n'a fait qu'augmenter l'arrogance et le terrorisme d'Israël.



Nabatiyeh bombardée plusieurs fois en une seule journée (Photo Belga)

Le vrai visage du "processus de paix"

Aujourd'hui, le véritable enjeu et les conséquences du prétendu processus de paix apparaissent à

nouveau au grand jour. Surtout pour les Palestiniens du Liban qui sont sans doute les principales victimes de la capitulation de la direction de l'OLP. Les "accords de paix" ne parlent pas de leur retour en Palestine (en application

de la résolution 194 de l'ONU). Toute perspective d'avenir leur est interdite. La population libanaise de la région est également victime de ces accords de paix. La reconstruction du Liban a creusé les écarts entre riches et pauvres. L'argent de la reconstruction est uniquement destiné à des projets de prestige. Les pauvres paysans du Sud-Liban, qui souffrent en outre de l'occupation et des invasions israéliennes, sont exclus de toute aide.

Médecine pour le Peuple soutient un projet d'accueil de réfugiés palestiniens et libanais au Sud-Liban. Vous pouvez verser votre contribution au compte 001-1951388-18 en mentionnant "Projet Liban".

Meeting de protestation

Vendredi 19 avril, devant l'ambassade d'Israël, avenue de l'Observatoire. De 19 à 20 heures.
Orateurs : Dr Jan Cools et Dr Colette Moulart (Médecine pour le Tiers Monde).
Arrêtez la terreur israélienne.

Retrait immédiat des troupes israéliennes de tous les territoires occupés : Sud-Liban (en application de la résolution 425 de l'ONU), Cisjordanie et Bande de Gaza en Palestine, Golan en Syrie (résolutions 242 et 338 de l'ONU).



1er Mai PTB

Débat de 11 à 13 heures : perspectives de la lutte anti-impérialiste au Moyen-Orient. Avec **Ammar Bagdash** (Parti Communiste syrien); **Nasser Ali**, militant de la bande de Gaza, opposé aux négociations de paix; **Suha Qatamesh**, organisation des prisonniers palestiniens Addameer et **Hilde Meesters** (section internationale du PTB).

De l'eau pour les fleurs, pas pour les gens

Un commerce du "marché libre" qui tue en Ethiopie et au Kenya

Trevor Rayne

Une personne sur trois dans le monde ne dispose pas d'eau potable. Pourtant, dans des pays comme le Kenya et l'Ethiopie, on cultive des fleurs pour l'exportation. La culture de fleurs qui épuise d'énormes réserves d'eau leur est imposée par la multinationale Brooke Bonds. Chaque année, le commerce mondial des fleurs s'élève à 5 milliards de dollars. Des pays comme l'Ethiopie, le Kenya, le Zimbabwe exportent de grandes quantités de fleurs. En Colombie, les fleurs sont le deuxième produit

d'exportation, après la drogue. Un pays du tiers monde qui cultive des fleurs reçoit seulement 10 % du prix de vente. Le reste va aux entreprises de transport et aux grossistes en Europe et aux Etats-Unis. Mais le côté dément de ce commerce de fleurs réside surtout dans l'utilisation scandaleuse de l'eau dans les pépinières. Par hectare, un champ de fleurs nécessite chaque jour 30.000 litres. En Ethiopie, 19 % seulement de la population dispose d'eau potable. L'Ethiopien moyen ne reçoit que 71 % de la quantité minimale de calories dont il a besoin quotidiennement. La production alimen-

taire chez lui a baissé de 15 % au cours des quinze dernières années. Et pourtant, l'Ethiopie cultive des fleurs !

L'inventeur du commerce mondial des fleurs est l'entreprise "Brooke Bonds", filiale de la multinationale Unilever. Brooke Bonds a développé la plus grande plantation de fleurs du monde au Kenya. Le niveau d'eau du lac voisin baisse lentement à cause du pompage de son eau par la plantation. Au Kenya, seulement 30 % de la population dispose d'eau potable. Le Kenyan moyen ne dispose que de 85 % de ses calories nécessaires. Dans le

temps, le Kenya exportait des céréales, aujourd'hui il en importe et exporte des fleurs.

Aujourd'hui, près d'un homme sur trois sur terre ne dispose pas d'eau potable. Et pourtant, nous sommes capables de faire des photos d'objets qui se trouvent à des millions d'années-lumière de nous. En un jour, nous pouvons faire venir des fleurs épanouies de Nairobi pour décorer nos maisons et nos boutonnières. D'où provient cette absurdité ? Pourquoi le geste d'offrir des fleurs doit-il être en même temps un cauchemar pour des gens qui vivent à des milliers de kilomètres

de nous ? La raison est que nous vivons dans un monde impérialiste, où la science et la technologie ne sont pas utilisées pour le bien-être et la prospérité des gens mais pour rapporter le maximum de profit à la petite minorité qui possède les moyens de production, les seigneurs de l'argent, les maîtres des multinationales.

Article paru dans "Solidarité Internationale", avril 96. Au sommaire : analyse du rôle des multinationales en Afrique et de la stratégie africaine des USA et de la France, Rwanda, Bénin, Nigeria. Commandes : 02 / 513 53 86.

Des médecins aux côtés de la lutte de libération

Interview : deux médecins reviennent après huit ans de travail de base aux Philippines

«Nous avons pu fournir une modeste contribution à la lutte de libération aux Philippines», disent les docteurs Rita Vanobberghen et Bert De Belder. Après plus de huit ans de travail de développement aux Philippines, ils sont rentrés en Belgique fin mars. Entretien.

Hilde Meesters

Dans quelle optique êtes-vous partis aux Philippines fin 1987 ?

Rita. Nous avons tous deux étudié la médecine dans un but social et avec l'idée d'aller travailler dans le tiers monde. Après un stage en Amérique latine, je suis partie fin 1983 en Amérique centrale pour me retrouver peu après dans la guérilla du FMLN au Salvador. Sur base de considérations humanitaires et avec une sympathie politique quelque peu superficielle pour la guérilla, je me suis engagée comme médecin à leurs côtés pendant un an et demi. En juin 1985, j'ai été gravement blessée lors d'une attaque par hélicoptère de l'armée gouvernementale salvadorienne et rapatriée. Après une longue convalescence, j'aspirais à repartir dans le tiers monde, mais cette fois sur une base politique plus claire.

Bert. Je travaillais alors à la maison médicale De Bres, de Médecine pour le Peuple, à Deurne (près d'Anvers). J'ai aussi participé à la création de Médecine pour le Tiers Monde. C'est avec cette vision des soins de santé libérateurs et avec le soutien à la lutte du tiers monde que nous avons voulu partir. L'occasion s'est présentée de partir aux Philippines, où le dictateur Marcos venait d'être démis. La résistance armée et les organisations populaires légales s'étaient développées de manière phénoménale et jouissaient d'une grande considération. Aussi, la proposition de rejoindre une organisation non gouvernementale (ONG) philippine pour organi-

ser des soins de santé libérateurs était un défi séduisant.

Depuis 1987, rien n'a changé pour les paysans et les peuples philippins

Comment avez-vous vu évoluer les Philippines pendant toutes ces années ?

Bert. Beaucoup de choses se sont passées depuis 1987 mais en fait, rien n'a changé. Nous avons connu une tentative de coup d'Etat, un tremblement de terre, une éruption volcanique, des tornades tropicales, des grèves générales, des négociations de paix et toute une série de politiciens. Mais en fin de compte, c'est toujours la même petite élite de propriétaires terriens et d'hommes d'affaires qui tire les ficelles. Et les violations des droits de l'homme restent à l'ordre du jour. Sur le plan économique, les présidents Aquino et Ramos ont suivi fidèlement les diktats du Fonds Monétaire International, de la Banque Mondiale et de l'Organisation du Commerce mondial.

Rita. Pendant des années, j'ai travaillé dans deux bidonvilles de la capitale, Manille. Les gens y vivent misérablement de la récolte et du recyclage des débris. Sur le plan socio-économique, ils n'ont pas progressé d'un pas. Ils vivent toujours dans la misère criante et l'insécurité d'existence quotidienne. Bert a parcouru presque toutes les régions des Philippines et il n'a pas constaté non plus la moindre



Le docteur Rita Vanobberghen dans les bidonvilles de Manille. Elle y a travaillé pendant des années avec l'organisation de femmes "Gabriela".

amélioration de la situation sociale ou sanitaire des paysans et des peuples indigènes.

Quelles sont vos premières impressions de Belgique ? La vie ne s'y est pas arrêtée non plus, pendant ces huit ans...

Bert. Plusieurs fois déjà, nous avons été choqués par ce que nous avons vu ici. Pendant nos vacances, il y a deux ans, nous en avions déjà eu un avant-goût. Nous avons assisté au contrôle musclé d'un groupe de jeunes immigrés

par une patrouille de police. Un ami coopérant, marié à une Africaine, nous a écrit que sa femme avait été tabassée par la gendarmerie. Et j'étais à peine depuis quelques jours en Belgique que des mendiants sont venus frapper à la fenêtre de ma voiture, près de la gare du Midi à Bruxelles. Ce changement de climat constituait pour nous une raison supplémentaire de retourner. Aujourd'hui, en Belgique, il est très important, urgent, d'endiguer le racisme et le fascisme ainsi que la politique de crise du gouvernement et du capital. En même temps, naturellement, nous voulons aussi contribuer à développer la solidarité avec la lutte populaire des Philippines et du tiers monde.

Rita. Grâce à notre groupe de soutien, nous avons pu fournir une aide financière sérieuse à des projets de base dans le domaine de la santé. Dans les stages sur le terrain, nous avons accueilli des dizaines de groupes et de voyageurs individuels à Manille. Nous avons fait entrer la situation philippine jusque dans les salons belges via la télévision et la radio, les journaux et périodiques, et par notre lettre de contact. Et nous avons soutenu des groupes de solidarité sur le plan de l'information, de l'analyse, de la direction des projets et de l'action.

Trouvez-vous que cela a du sens de travailler avec une ONG dans un pays comme les Philippines ?

Bert. Les ONG sanitaires avec lesquelles nous avons travaillé tentent de faire prendre conscience à la population des causes économiques, sociales et politiques de la maladie et des problèmes de santé. Elles évitent de lancer des projets qui seraient de petits îlots de développement dans un océan de misère et d'injustice. Elles préfèrent travailler de manière structurelle à la consolidation d'un contre-pouvoir.

La révolution a à nouveau le vent en poupe

Enfin, nous ne pouvions pas échapper à la réalité de la lutte armée. Lorsque vous travaillez à la base, vous êtes confronté tôt ou tard à la guérilla, à la Nouvelle Armée Populaire (NPA). De simples paysans nous ont parlé, les yeux pétillants, de la présence de la NPA dans les environs. De temps en temps, on nous a demandé de soigner des guérilleros malades ou blessés. Plus tard, on nous a aussi demandé de donner des cours de formation chez eux. C'est ainsi que nous avons eu le privilège de découvrir de plus près les différents aspects de la guerre populaire philippine. Pour moi, c'était l'aspect le plus essentiel de notre travail : fournir une contribution modeste à la lutte de libération sous sa forme la plus difficile mais aussi la plus vitale, la résistance armée.

La situation a l'air plutôt calme. Le mouvement de libération philippin était si fort lors de votre arrivée en 1987. Comment les choses ont-elles évolué ?

Bert. Tout autrement que prévu. Quand nous sommes partis, nous pensions : si nous restons cinq ans ici, il y a beaucoup de chances que nous connaissions la victoire de la révolution.

Mais il s'est avéré que l'image de force et de progrès qui émanait alors du mouvement révolutionnaire reposait sur des sables mouvants. Pendant des années, il a mené une politique erronée. Dans l'espoir de forcer une victoire rapide, de grandes actions militaires ont été menées et on a tenté de susciter des révoltes dans les villes, alors que le travail politique d'éducation et d'organisation a été négligé. La conséquence a été un recul sensible de la base de masse de la révolution. En partie sous l'influence de la situation changeante, des tendances réformistes et capitulationnistes sont alors apparues. Heureusement, tout cela a été rectifié et, depuis quelques années, la révolution a de nouveau de vent en poupe. Nous insisterons sur cet aspect lors de l'entretien que j'aurai à la fête du 1er Mai avec un camarade philippin et avec des révolutionnaires d'autres pays du tiers monde...

Débat : libération et démocratie populaire

Au 1er Mai du PTB (voir p 10-11), le docteur **Bert De Belder**, interviewé ci-dessus, animera un débat avec des invités venant de cinq pays du tiers monde qui tous possèdent une importante expérience de lutte révolutionnaire. Ces cinq pays présentent un échantillon du tiers monde en lutte, avec des circonstances concrètes et des formes de lutte très diverses.

Au **Mexique**, les zapatistes combinent leur révolte armée du Chiapas avec des négociations, alors que la révolution bouillonne aussi dans le reste du pays. En **Afrique du Sud**, le Parti Communiste est un partenaire critique du gouvernement ANC de Nelson Mandela. Au

Bénin (Afrique occidentale), le PC s'est implanté solidement parmi les paysans, ouvriers et intellectuels, grâce à un intense travail de masse dont dix années dans la clandestinité complète. Au **Népal**, en Asie, un parti communiste a gagné les élections parlementaires, a siégé neuf mois au gouvernement, mais là aussi la lutte armée est une option historique. Quant au Front National Démocratique des **Philippines**, cela fait des années qu'il se retrouve de temps en temps à la table de négociation, mais il indique clairement que l'essentiel pour lui est de développer la guerre révolutionnaire de longue durée.

La question-clé de ce débat du 1er Mai sera donc : quel est le

rôle de la lutte armée aujourd'hui, dans le tiers monde ?

Fête du 1er mai, de 11 à 13 h.



Une semaine de folie et de révolte

Le camp de Pâques de Rebelle : impressions

Pendant une semaine, des jeunes de toute la Belgique se sont rencontrés à la mer pour le must de l'année à Rebelle : le camp de Pâques. Notre équipe de journalistes en herbe vous présente son reportage photo.



Les trois heures de cuistax pour les droits égaux. Rachid, 19 ans, de la maison de Jeunes "Rzoezie", à Malines : «Il y avait une bonne ambiance, même si parfois, c'était un peu agité. J'ai fait beaucoup de connaissances lors de cette course et je veux vraiment revenir aux autres camps.» A noter, des copains du foyer des jeunes de Molenbeek nous ont dit que c'était la première fois qu'ils voyaient la mer. Qui dit que tout le monde a les mêmes chances en Belgique ?



Julien, Eva

Pour la première fois au camp de Rebelle, sur les 200 participants, la majorité étaient francophones, issus de la lutte des étudiants.

Quatre maisons de jeunes immigrés, de Bruxelles et de Malines, ont participé à une ou plusieurs activités au camp. Certains se sont fait des amis, d'autres ont appris beaucoup... Mais qu'en pen-

sent-ils vraiment ? Un camp chiant ? Un camp génial ou avis mitigé ?



Ambiance générale. Hélène, 15 ans, Charleroi : «C'est mon premier camp et je me suis déjà fait membre ! Il y a une bonne ambiance, j'ai appris à connaître plein de jeunes. Je me suis vraiment bien amusée.» David, 14 ans, Bruxelles : «Il y a deux ans, au camp des Pionniers (mouvement d'enfants, PTB) c'était la galère pour trouver un francophone. Maintenant, pas du tout.»



Les ateliers. Thomas, 16 ans, Liège : «J'ai dirigé l'atelier cirque. Tout le monde a pu jongler, marcher avec les échasses... Le cirque, ce n'est pas juste faire le clown. Il y a aussi une morale : si on veut atteindre quelque chose, on doit travailler dur et beaucoup.»

Jan, 17 ans, Bruxelles : «J'ai suivi l'atelier "déco" de Imago. C'était chouette, on a réalisé une tête géante pour la fête du 1er mai. On vous y attend !»



Les formations. Julien, 18 ans, Bruxelles : «De l'exposé sur l'emploi, j'ai compris ce qu'était la méthode d'exploitation capitaliste. C'est très intéressant si nous voulons nous unir au mouvement ouvrier en tant qu'étudiant.»

Bon

Nom : _____

Prénom : _____

Adresse: _____

Tél : _____ Age : _____

Ecole/mouvement de jeunes:

- Je veux en savoir plus sur les activités nationales de Rebelle
- Je veux en savoir plus sur les activités de Rebelle dans ma région
- Je m'inscris déjà au prochain camp... l'université marxiste d'été
- Je désire recevoir pendant 5 semaines gratuitement l'hebdomadaire Solidaire

«Nous continuerons les actions après Pâques !»

Des délégués des élèves de toute la Belgique témoignent au camp de Rebelle

Ils viennent d'Anvers, de Liège, de Bruxelles ou de Gand. Ce sont des Rebelles, des délégués. Certains sont depuis des mois dans la rue, d'autres viennent de commencer. Mais un point les unit : ils veulent continuer la lutte après les vacances. Mais comment faire avec les examens à l'horizon ?

Inge

Tine vient de "De Pest", l'école communale de la rue Pestalozzis à Anvers.

Votre comité a lancé une pétition. Elle est particulièrement longue. Pourquoi ?

Tine. Ecoute d'abord le texte et tu vas comprendre. Le voici :

«Au début de l'année scolaire, le ministre de l'enseignement Luc Van den Bossche a annoncé son "plan" de 4 milliards d'économies. Les mesures suivantes sont envisagées :

- Financement par enveloppes : chaque école reçoit une somme déterminée avec laquelle elle doit payer les enseignants et toutes les activités. Enveloppe vide, donc licenciements...

- Arrêt temporaire des nominations (2 ans) : les enseignants ne seront plus nommés durant ce temps. Un avenir incertain.

- Fusions et coopérations : plus grosses écoles, plus grosses classes pour économiser sur les dépenses. Plus de nouvelles options et suppressions d'options existantes, orientation rapide vers le technique et le professionnel, doubler deviendra presque impossible.

Nous, soussignés, exigeons :

- Le retrait de toutes les mesures précitées.

- Non au saccage de l'enseigne-

ment.

- Plus d'argent et une meilleure qualité d'enseignement.

- Solidarité avec les étudiants francophones et entre les enseignants et les étudiants.»

Ainsi, tous les signataires savent précisément ce que le ministre veut et surtout nos revendications contre cela.

Où en êtes-vous avec les actions ?

Tine. Nous avons effectué un sit-in d'une heure dans la cour et nous sommes allés manifester à Bruxelles le 28 février. Nous avons invité deux délégués francophones de Bruxelles à parler de leur grève : 30 jeunes de notre école sont venus les écouter. Leur grève nous apprend comment, nous aussi, nous pouvons y arriver. Les plans pour les francophones et les flamands sont les mêmes, ils s'appuient l'un sur l'autre et ont tous les deux de terribles conséquences, peut-être pas tellement pour nous, mais pour tous ceux qui nous suivront. Juste après les vacances, nous nous réunirons pour voir ce qu'on peut faire avant les examens.

Peter, délégué à Gand. Avec ces examens en vue, notre comité va discuter avec les gens individuellement et les informer par un tract pour qu'ils sachent ce qui est en jeu.



«Nous continuerons après les vacances, jusqu'au retrait du décret», témoignent les délégués des étudiants de la Dies, le comité de Liège.

Line est en grève et manifeste depuis plusieurs mois. Elle fait partie du comité qui regroupe les élèves de Liège, la "Dies"

Le décret est maintenant voté. Que faire ?

Line. Nous devons continuer, sinon toutes nos actions n'auraient servi à rien. Nous allons demander aux profs d'annuler les examens et de laisser passer tout le monde avec une attestation A, sauf ceux de sixième qui ont besoin d'un diplôme.

Jean-Yves, de la "Dies" était aussi au camp de Rebelle.

Et après le camp ?

Jean-Yves. Après le vote, nous devons maintenir la pression sur le gouvernement. Les profs ne vont probablement pas donner cours et nous serons certainement avec eux.

Thomas, troisième militant de la "Dies". Nous serons certainement à la manif qui aura lieu probablement le premier lundi après les

vacances. Si nous travaillons bien parmi les élèves et si nous maintenons leur combativité, il n'y aura pas d'examens. Les profs nous soutiendront aussi.

Joachim, délégué de l'athénée Charles Janssens à Bruxelles.

Nous devons continuer pour le retrait du décret et pour le refinancement. Dans notre école, jusque maintenant il n'y a qu'un jour de cours par semaine. Les profs nous donnent beaucoup de travail à faire à la maison, mais parce qu'ils sont solidaires de nous, ils ne donneront pas facilement des examens. Je soutiens la proposition du congrès (voir ci-dessous, ndlr) de mettre sur pied un syndicat national des élèves. Parce que le gouvernement flamand et celui de la communauté française veulent la même chose. Il veulent diviser les étudiants pour faire passer plus facilement leur plan.

Julie est déléguée de l' "Ageb", le

comité des élèves de Bruxelles. Certains disent que nous devons seulement négocier pour adapter le décret.

Julie. C'est faux. Le décret doit partir, complètement. Pour cela, nous voulons continuer à motiver les profs et les élèves. C'est pourquoi nous voulons qu'il y ait beaucoup de monde lors des actions après les vacances. Les examens, c'est important, mais encore plus important que nous luttons pour faire retirer le décret. Parce que nous ne voulons pas d'une école comme ils veulent nous la faire.

Le grand (dans tous les sens) Julien est aussi délégué de l'Ageb.

Nous continuerons la grève et nous irons vers les usines. Je veux continuer la lutte. J'ai des craintes pour les examens mais j'espère qu'ils seront reportés ou remplacés par des tests. Mais la lutte est plus importante que la réussite de mon année scolaire.

Le congrès des élèves appelle à former un syndicat

Pour unir les actions en Wallonie, à Bruxelles et en Flandre

Joris

Le temps fort du camp de Rebelle : le congrès des délégués des étudiants du secondaire. Ils sont venus une trentaine de Gand, Anvers, Liège, Bruxelles et Charleroi, pour exiger un enseignement démocratique et le refinancement et pour radicaliser le mouvement politique. Le moment était historique. Ils ont abordé leurs revendications et les perspectives de lutte commune avec tous ces jeunes combattifs présents au camp.

Une formation a d'abord été donnée en groupes sur une dizaine de thèmes au choix : la répression du mouvement par la gendarmerie, la police et la justice, l'enseignement sous le socialisme, le lien entre l'industrie et l'école... Ensuite, la conférence a commencé dans une salle pleine. Exigeons-



Formation sur une dizaine de thèmes, dont celui de la répression. Une bonne raison de s'unir dans un syndicat national.

nous le retrait du décret ? Comment envisager le socialisme ? Que faire en Flandre où la lutte

n'est pas encore si avancée et où certains hauts responsables syndicaux sont davantage liés aux partis

politiques traditionnels ?

Beaucoup de discussions ont naturellement porté sur l'enseignement francophone, en grève depuis déjà huit semaines. Les jeunes sont très en colère, ils n'ont pas peur. A Liège et à Bruxelles, les flics leur ont déjà montré leur "vrai visage"... La répression du mouvement est telle que les élèves sont choqués. La DIES, le comité des élèves de Liège, a organisé une pétition pour exiger la démission du bourgmestre Dehousse. Il est entièrement responsable de la violence contre les manifestants le 28 novembre et le 28 février. Un comité s'est créé pour défendre les étudiants qui sont poursuivis en justice : le comité de la Trémie, pour rappeler ce tunnel où la gendarmerie avait chargé si violemment.

Des délégués de l'Ageb (Bruxel-

les), du Mesc (Charleroi) ont ensuite proposé de construire un syndicat des élèves. Dans une résolution soutenue par le congrès, ils résument pourquoi un tel syndicat est nécessaire. Les élèves ont besoin d'une organisation propre qui rassemblerait les comités de Wallonie, de Bruxelles comme de Flandre, car la lutte pour le retrait des décrets d'Onkelinx et de Van den Bossche continuera après Pâques. C'est la première fois que les élèves mènent une lutte si forte. Ils ne veulent pas que leurs comités disparaissent mais au contraire les renforcer. Le syndicat des élèves doit aussi défendre les jeunes contre la répression, le racisme et le chômage. Il pourra aussi transmettre l'expérience dans la lutte aux délégués de la génération suivante.

1er Mai : délégations de 45 pays

Merci à tous ceux qui nous aident à payer leur voyage

Des délégations de 45 pays sont déjà inscrites à la fête du 1er Mai du PTB. Une rencontre historique qui n'est possible grâce au soutien financier de beaucoup de gens...

Riet Dhont

Pas de délégations style G7, les sept pays les plus riches. Mais des délégations des peuples en lutte pour leur libération, contre le nouveau colonialisme et l'oppression. Recevoir ces invités, coûte des centaines de milliers de francs. Remercions vivement ceux qui nous ont déjà aidé à rassembler cette somme. Il y a des exemples formidables...

Une dame âgée se présente à la librairie internationale le 9 avril. Elle donne une enveloppe au libraire. «C'est pour le premier mai. Je sais que vous avez beaucoup de frais. Vous êtes les seuls à défendre les ouvriers. Je n'oublierai jamais que mon père et mon mari étaient aussi des ouvriers. Je suis sûre que vous utiliserez correctement cet argent, pour des affiches, pour des invitations ou que sais-je encore.

J'ai confiance, il est entre de bonnes mains.»

Elle ne dit d'autre, ne veut pas donner son nom et s'éclipse. Dans l'enveloppe, le libraire trouve un billet de 10.000 F.

Le 25 mars, un patient de la maison médicale "La Clé" à Schaerbeek a demandé à parler au médecin. Il tenait aussi une enveloppe. «J'étais à la conférence de Ludo Martens sur le mouvement communiste international. J'ai ainsi appris que de nombreuses délégations internationales viendront à la fête du 1er mai. Recevoir tant de révolutionnaire du monde entier, c'est un très gros effort pour vous, avec une signification historique. J'ai bien compris l'appel de Ludo Martens : soutenir cette initiative. C'est pour votre fête du 1er mai.» Le médecin a trouvé 5.000 F dans l'enveloppe.

1er Mai, la fête de la solidarité internationale. Un événement uni-



que à soutenir financièrement. Vous avez compris l'appel ? Un grand merci d'avance.

Vous pouvez verser votre soutien sur le compte 001-1151486-75 du fond de soutien PTB, Bruxelles,

avec la mention "Soutien fête du 1er mai".

Succès grandissant pour... Karl Marx !

On vous attend donc à l'université marxiste d'été

Frans De Maegd

Marx comme logo de la fête du 1er mai du PTB, Marx sur un énorme calicot du PTB recueillant un franc succès lors des manifestations à Bruxelles et Paris, le Manifeste communiste de Marx et Engels se vendant comme un best-seller en Grande-Bretagne (plus de deux mille exemplaires par semaine), popularité croissante de Marx dans les campus américains...

Manifestement, le père du communisme connaît un succès grandissant, six ans après "l'effondrement définitif du socialisme" et "la fin de l'histoire de la lutte des classes".

Faut-il s'en étonner, si l'on analyse d'un point de vue scientifique la crise sans issue du capitalisme ?

La bourgeoisie craint la renaissance du marxisme révolutionnaire. Aussi s'empresse-t-elle de mettre en vedette toutes les initiatives tendant à présenter un marxisme non révolutionnaire. Le journal français Le Monde a ouvert ses colonnes pour un débat sur le marxisme "délivré du stalinisme"; dans nos universités francophones et néerlandophones le débat est à nouveau officiellement ouvert sur le marxisme "libéré de l'emprise du socialisme existant"; les sociaux-démocrates "de gauche" comme

Moureaux citent à nouveau Karl Marx pour expliquer l'exploitation...

Comment distinguer le marxisme révolutionnaire des falsifications produites par la (petite) bourgeoisie depuis cent ans ? Comment l'utiliser dans la lutte contre l'exploitation et pour la libération des travailleurs ?

L'université marxiste d'été organisée par l'Institut d'Etudes marxistes (Inem) du 14 au 27 juillet 1996 vous permettra de découvrir Karl Marx et sa pensée révolutionnaire. Deux cours différents auront lieu, chacun divisés en deux parties

d'une semaine. Le premier cours traite durant la première semaine des "fondements économiques, politiques et idéologiques du marxisme-léninisme". Deuxième semaine : la question du "pouvoir politique".

Le deuxième cours (qui se tient simultanément) aura comme thème "la stratégie révolutionnaire" durant la première semaine. Deuxième semaine : "la construction du parti révolutionnaire".

Les cours se déroulent en français et en néerlandais. Nous accueillons évidemment les camarades de l'étranger. Nous avons opté pour un séjour (pension complète)

dans une maison de vacances, en limitant le prix au minimum : 8.000 FB pour quinze jours (4.000 FB pour une semaine). Nous prévoyons également des activités sportives et des randonnées.

L'université est aussi une occasion unique de rencontrer des camarades flamands, wallons, bruxellois, immigrés et étrangers venus souvent de pays lointains.

Renseignements et inscriptions : adressez-vous au secrétariat PTB dans votre région, à un militant ou au secrétariat national (adresses dans ce journal).

Deux semaines à la mer avec le PTB, c'est possible !

An Lenaerts

600 personnes ont passé quelques jours de vacances l'an dernier avec le PTB à Bredene. Ils y ont profité de la mer, de la plage, des rencontres et des discussions avec des camarades du monde entier. Cette année, nous organisons deux camps : du 9 au 12 août et du 14 au 17.

Ceux qui souhaitent profiter plus longtemps des jeux, des sports, des ateliers créatifs, de l'animation, des films (chaque soir), des expositions, de l'offre de livres et surtout de l'atmosphère formidable, pourront même combiner les deux. Celui qui veut tout savoir du PTB (et même sa cuisine dont on dit tant de bien !) pourra le découvrir à Bredene.

Comment la Sécurité sociale est-

elle organisée sous le socialisme ? Que se passe-t-il exactement en Chine ? Comment répondre de manière convaincante aux préjugés racistes ? Pourquoi décide-t-on d'adhérer au PTB ?

Où encore vous trouverez des réponses à vos questions en participant au Grand Jeu Sans Frontières sur la plage, en regardant le théâtre Zanzibar, en écoutant le récit de Maxim, ou en visionnant l'un des classiques du cinéma russe... Et puis il y aura aussi le barbecue, les ateliers de danse, l'animation d'enfants, le chant, et même un vrai cour de journalisme pour ceux qui le souhaitent.

Vous pourrez obtenir le programme définitif et tous les renseignements que vous souhaitez au stand

Bredene pendant la fête du 1er mai.

Les camps auront lieu du vendredi soir 9 août au lundi soir 12 août (après le repas du soir) et du mercredi soir 14 août au samedi soir 17 août. Ceux qui s'inscrivent pour les deux camps devront bien s'occuper de leur propres repas durant les jours qui séparent les deux camps.

Prix par jour et par semaine : 800 F/2.600 F (adultes), 640 F/2.080 F (de 13 à 18 ans), 480 F/1.560 F (de 3 à 12 ans). Ceux qui participent aux deux camps (9 jours) payent respectivement 5.600 F, 4.480 F et 3.360 F.

10 % de réduction pour ceux qui s'inscrivent avant le 15 juillet (moyennant paiement d'un acompte de 1.000 F par personne).

Je souhaite mieux connaître le PTB

Nom et prénom :

Rue et numéro :

Code postal et commune :

Tél. : Age :

Entreprise/ école... :

je souhaite plus de renseignements sur le camp d'été du PTB

je m'inscris au camp de Bredene pendant les journées du au : nombre de personnes et je verse un acompte de F sur le compte n° 001-1071002-04 de l'asbl Dienen en mentionnant la référence "Bredene".

je m'inscris à l'université marxiste d'été.

Les chemins de l'exil mènent à la mort

L'histoire d'Henry, réfugié "ordinaire"

Henry Omontuemen fuit le Nigeria en 1993. Syndicaliste, il avait été détenu trois mois sans jugement. Libéré par des manifestants, il arrive en Belgique, y demande l'asile politique. Retourné au pays, il vient d'y mourir à 34 ans.

Maria McGavigan

J'ai rencontré Henry il y a deux ans, lorsque nous préparions le livre "Les chemins de l'exil". Anne Maesschalk, qui coordonnait le projet, m'avait demandé de l'interviewer. J'ai appris ainsi à connaître un homme plein d'humour, de vitalité et déterminé à défendre ses droits. Grand, noir, baraqué, il passait difficilement inaperçu. Cela lui a valu plusieurs interpellations de la police et la gendarmerie. La première fois, on l'a délesté de 5.000 FB. Par la suite, il a exigé un reçu...

Refusé comme réfugié politique, Henry a demandé un permis d'établissement provisoire en Belgique pour raisons exceptionnelles. Cette demande n'a été ni acceptée ni refusée et Henry, comme d'autres réfugiés, s'est retrouvé dans une sorte de "no man's land" juridique : on ne l'expulsait pas, mais il n'avait aucun droit.



Henry se trouvait sur un balcon à Molenbeek. "Saute ou je tire", a crié un policier en sortant son revolver...

En août 1995, Henry était chez ses amis à Molenbeek, où il se faisait couper les cheveux. La police a effectué une razzia dans la rue, à la recherche de clandestins. Henry est sorti sur le balcon du premier étage pour voir ce qui se passait. Un policier l'a nargué, le sommant de sauter à terre : «Tu as bien la stature d'un joueur de basket, Tarzan. Montre-nous ce que tu sais faire !» Puis, le flic a dégainé et a

menacé de tirer. Pris de panique, Henry a sauté, se blessant gravement au pied. La terreur des flics du bourgmestre "socialiste" de Molenbeek, Philippe Moureaux l'a conduit quinze jours à l'hôpital St Pierre. Les médecins ont dû transplanter un morceau de sa hanche au pied. Le lendemain, la police était déjà à l'hôpital pour lui faire signer une déclaration que c'était en voulant s'enfuir qu'il

s'était blessé. Malgré les menaces, Henry refusa de signer. Dès lors, les choses allaient de plus en plus mal pour Henry. Son avocat s'est déchargé de son cas et ses "amis" de l'église anglicane l'ont laissé tomber. Henry fréquentait assidûment l'Eglise de Holy Trinity, où il rencontrait des cadres anglophones de la CE. A l'occasion, il effectuait de petits travaux pour eux. Ses amis ont non



Inconnu 1 et 2 : la fermeture des frontières tue

Forum de 14 à 15h30

Témoignages

• des passagers clandestins de l'Elyse D,

• de Maître Guerard, (Le Havre)

avocat des passagers clandestins

du Mc Ruby, dont 8 ont été jetés par dessus bord par l'équipage.

Débat animé par Enrico De Simone, avocat de "Frontières Ouvertes".

seulement refusé de porter plainte contre la police, mais ont entamé des démarches pour le faire rentrer dans son pays. Tous avaient peur de devoir payer les frais médicaux, car Henry n'avait pas droit à la Sécurité sociale. C'est sans doute à cette époque qu'on a découvert qu'il était séropositif. Sa santé a commencé à se dégrader très rapidement. En décembre, alors qu'il n'était plus que l'ombre de lui-même, il a finalement cédé aux pressions de ceux qui prétendaient qu'il serait «tellement mieux chez lui». C'est en chaise roulante qu'il est monté dans l'avion, avec juste assez de médicaments pour l'empêcher de vomir sur le siège... Quelques semaines plus tard il était mort.

* Anne Maesschalk et Nadine Buyse, **Les chemins de l'exil** (EPO, 1995, 598 FB). Ce livre, où on peut également lire le récit de Chantal (voir Solidaire n°15, du 3 avril 1996) est en vente à la Librairie Internationale, 171, bd Lemonnier, 1000 Bruxelles (tél : 02/513 69 07)

Accueillir des réfugiés : traite d'êtres humains ?

Rafle de la gendarmerie contre l'organisation de réfugiés "Truth" à Geel

Norbert Van Overloop

La gendarmerie a perquisitionné dans les locaux de l'organisation "Truth" (Vérité, en anglais) le 23 mars, à la recherche de trafiquants d'êtres humains. Nous avons rencontré Abou Sanoko, un des fondateurs de Truth, ainsi que Cool, membre de l'organisation.

Abou. "Truth" dérange les autorités. Nous disons la vérité sur l'exploitation de l'Afrique par l'impérialisme et la terrible misère. Nous aidons les réfugiés et leur expliquons leurs droits. Le 14 mars, deux semaines avant l'incursion de la gendarmerie, j'ai été convoqué par la police. L'officier disposait d'un dossier sur notre organisation. Il a prétendu que les statuts de l'asbl n'étaient pas en règle. Mensonge. Il avait trouvé un tract dans lequel nous appelons au soutien financier et nous a accusé de "mendier", sans l'autorisation requise. C'est également faux.

Cool. Le 23 mars à 8h30, j'ai entendu des coups sur la porte. Une vingtaine de gendarmes ont fait irruption dans la maison, rue du Collège à Geel. Ils ont emmené tout le monde, fouillé toutes les chambres. Ils cherchaient des papiers, des documents d'identité. Ils ont emmené les miens dans un sac en plastique. Tout le monde a reçu une bandelette avec le numéro du sachet correspondant. Dans un camion blindé, ils nous ont conduits à la caserne où ils ont pris des photos et nos empreintes digitales. Nous sommes désormais tous fichés.

Abou. A Elsum où j'habite, s'est produit le même scénario. A 8h30, un gendarme était à côté de mon lit. «Suivez-moi». Je lui ai demandé s'il avait un mandat de perquisition. Il m'a montré un document rédigé en néerlandais. J'ai bien voulu le croire. Les gendarmes nous ont emmenés en

camion blindé. La rue était barricadée. Les voisins observaient la scène. A la caserne, j'ai réalisé qu'il s'agissait d'une action contre "Truth". Les gendarmes avaient fait irruption dans deux maisons principalement habitées par des membres de l'organisation. Ils ont arrêté seize personnes. Tard dans l'après-midi, ils nous ont libérés, sauf cinq personnes transférées au centre de réfugiés de Merksplas. Un est rentré en Ethiopie. Les autres sont toujours détenus. Leurs avocats tentent de les libérer.

La rafle a été effectuée par la cellule "traite d'êtres humains" de la BSR de Geel. Abou rit lorsqu'il entend ce mot.

Abou. La gendarmerie a trouvé une lettre d'un ami étudiant le journalisme dans son pays et me demandant s'il est possible de se spécialiser en Belgique. Pour la BSR, c'était la preuve que j'importais des gens en Belgique ! La BSR

a insinué qu'une jeune fille, arrêtée avec les autres, vivrait de la prostitution. La traite de personnes, c'est l'affaire de la mafia. Nous ne sommes pas des maffiosi. L'organisation "Truth" est tout à fait étrangère à un quelconque trafic de personnes ou de faux documents. Pourquoi dès lors cette perquisition ?

Nous aidons les réfugiés. Qu'ils aient ou non des papiers en règle. Nous ne leur demandons pas leurs papiers. Pour nous, ce sont des personnes, quelle que soit leur situation. Nous n'avons rien à voir avec un quelconque trafic de papiers ou de documents falsifiés. Bien sûr, tout réfugié fait immédiatement des copies de ses documents qu'on lui demande partout : CPAS, commune, poste...

Cool. Il y a deux raisons à la perquisition. La première : l'intimidation. "Truth" dit la vérité et aide les réfugiés. Cela dérange les autorités. Il faut donc nous

imposer le silence et la soumission. A la caserne de gendarmerie, nous avons pourtant gardé courage. Nous avons ri et bavardé toute la journée dans notre langue. Les gendarmes ne comprenaient rien. La semaine après la rafle, nous avons encouragé tout le monde à sortir, à ne pas s'enfermer dans la maison, à se rendre chez des amis. Nous sommes allés jouer au football. Nous avons gagné 4-2 !

Abou. Mais le but principal est de nous criminaliser. Aujourd'hui, c'est "Truth" qu'on frappe, mais chaque organisation qui aide les réfugiés et qui leur offre un abri peut subir le même sort. La loi Vande Lanotte ne fera qu'aggraver les choses. Il est important de réagir immédiatement, comme nous l'avons fait à Geel. Nous devons montrer que nous nous opposons à ce genre de pratiques et que nous continuerons à résister. C'est la seule manière de faire changer les choses.